

RENCONTRE AVEC LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Tebboune réaffirme l'engagement de l'État

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, hier à Alger, la volonté politique des pouvoirs publics d'impulser la dynamique économique et de promouvoir l'investissement à travers l'ensemble du territoire national, soulignant le soutien de l'État aux opérateurs économiques. P 3

● **Le CREA salue les efforts conjoints de l'État et des entreprises**



FACTURES D'EAU
IMPAYÉES

**L'ADE appelle ses
clients à régulariser
leur situation**

L'Algérienne des eaux (ADE) a appelé ses clients à s'acquitter régulièrement des factures du service public de l'eau potable et de l'assainissement et à régulariser les créances accumulées, en vue de renforcer la capacité de l'entreprise à poursuivre les opérations de maintenance et de réparation et à renouveler les équipements, indique mercredi un communiqué de l'entreprise.

P 2

DÉCRET PRÉSIDENTIEL
RELATIF AU GUICHET
UNIQUE PUBLIÉ AU JO

**Une nouvelle
gouvernance de
l'investissement**

L'Algérie renforce son dispositif de promotion de l'investissement en instituant un Guichet unique national aux prérogatives élargies, dirigé par un président-directeur général (PDG) ayant rang de ministre d'État. Le décret présidentiel n° 26-326, signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, fixe ses missions, son organisation et son fonctionnement. Publié au Journal officiel n° 72, il vise à centraliser les procédures, à simplifier le parcours des investisseurs et à renforcer le suivi des projets.

P 2

NOBEL
D'ÉCONOMIE 2026
Retour à Keynes ?

L'Académie royale des sciences de Suède a attribué le prix Nobel d'économie 2026 aux chercheurs américains Robert E. Hall (Université de Stanford) et Michael Woodford (Université de Columbia).

Par Ahmed Silem,
Professeur émérite
Université Lyon 3 (France)

P 5

USTO - CENTRE DES TECHNIQUES SPATIALES

**Signature de deux
conventions de coopération
et de partenariat P 2**

MARCHÉ PÉTROLIER

**Le brut algérien dépasse les
118 dollars en septembre P 5**

AVEC LA PARTICIPATION
DE PLUS DE 30 EXPOSANTS

**Ouverture de la première
édition du Salon "Biscuitia"
à Oran P 4**

USTO - CENTRE DES
TECHNIQUES SPATIALES

Signature de deux
conventions de
coopération et de
partenariat

L'Université des sciences et de la technologie Mohamed-Boudiaf d'Oran (USTO-MB) a signé deux conventions de coopération et de partenariat avec le Centre des techniques spatiales (CTS), dans le cadre du renforcement de la coopération scientifique et technique entre les deux institutions, a-t-on appris, mercredi, auprès de cette université. La cérémonie de signature s'est déroulée mardi, en présence du recteur de l'USTO-MB, le professeur Ahmed Hamou, du directeur du CTS, le professeur Habib Mahi, ainsi que des cadres des deux établissements, indique-t-on. La première convention porte sur la coopération entre l'université et le CTS, tandis que la seconde a été conclue entre le centre et le Laboratoire de mathématiques, de statistique et de leurs applications, a précisé la même source. Ces deux conventions visent à renforcer la coopération scientifique et technique, à développer des projets de recherche communs et à valoriser les compétences scientifiques. Elles ont également pour objectifs de promouvoir l'innovation, de favoriser les échanges d'expertises et d'assurer le transfert des connaissances et des technologies entre les deux institutions. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts déployés par l'université pour élargir son réseau de partenariats scientifiques et renforcer son ouverture sur les institutions spécialisées, contribuant ainsi au développement de la recherche scientifique, à la promotion de l'innovation et au progrès technologique, a-t-on souligné de même source.

R E.

DÉCRET PRÉSIDENTIEL RELATIF AU GUICHET UNIQUE PUBLIÉ AU JO

Une nouvelle gouvernance de l'investissement

L'Algérie renforce son dispositif de promotion de l'investissement en instituant un Guichet unique national aux prérogatives élargies, dirigé par un président-directeur général (PDG) ayant rang de ministre d'État. Le décret présidentiel n° 26-326, signé par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, fixe ses missions, son organisation et son fonctionnement. Publié au Journal officiel n° 72, il vise à centraliser les procédures, à simplifier le parcours des investisseurs et à renforcer le suivi des projets.

Par Selma R.

Placé sous la tutelle du Premier ministre, le Guichet unique est un établissement public à caractère administratif, doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, dont le siège est fixé à Alger. Il constitue l'interlocuteur unique, intégré et exclusif des investisseurs, et demeure la seule instance habilitée à instruire les procédures liées aux projets enregistrés, depuis leur enregistrement jusqu'à leur réalisation et leur exploitation. Il assure par ailleurs l'accueil, l'information, le conseil et l'accompagnement des porteurs de projets. Sur le plan organisationnel, le Guichet unique est dirigé par un PDG nommé par décret présidentiel parmi les compétences nationales en économie et en investissement. Celui-ci dirige l'établissement, préside son conseil d'administration, émet un avis préalable sur les projets et exerce les fonctions d'ordonnateur principal du budget. Le conseil réunit les ministres chargés des collectivités locales, des finances, de l'industrie, du commerce extérieur, du commerce intérieur et du tourisme, et se réunit au moins une fois par mois. Sur le plan opérationnel, neuf pôles spécialisés rassemblent les représentants des administrations concernées. Ils couvrent la création d'entreprises, l'enregistrement des investissements, le

foncier économique, les questions fiscales, douanières et domaniales, l'accompagnement financier, l'urbanisme et l'exploitation, le raccordement aux réseaux, la sécurité sociale et l'emploi, ainsi que les autorisations et agréments. Le traitement des dossiers obéit à des délais précis. Les demandes sont introduites sur la plateforme numérique de l'investisseur, puis le conseil d'administration statue sur les dossiers éligibles en 25 jours, délai qui englobe l'enregistrement, le traitement et la déclaration d'éligibilité. De leur côté, les pôles spécialisés disposent de 15 jours au maximum pour délivrer les autorisations et documents requis. Ce délai est porté à 20 jours pour les décisions d'accord préalable concernant les établissements classés des première, deuxième et troisième catégorie. Les décisions des pôles sont exécutoires et opposables aux administrations, et seule la voie judiciaire permet de les suspendre ou de les retirer. Le Guichet unique joue en outre un rôle central dans la mobilisation du foncier. Il constitue un portefeuille foncier auprès des services des domaines et des particuliers, gère, promet et octroie les terrains destinés à l'investissement, et recense les disponibilités dans une banque de données. Il participe également à la création et à l'aménagement des zones industrielles et peut exercer, au nom de l'État, le

droit de préemption sur les biens immobiliers privés susceptibles d'accueillir des projets. Il gère enfin la plateforme numérique dédiée aux investisseurs. Son action ne s'arrête pas à l'octroi des autorisations, car il assure aussi le suivi des projets. L'établissement examine l'éligibilité aux avantages, suit leur mise en œuvre et vérifie le respect des engagements des investisseurs. Des missions de terrain permettent de contrôler l'avancement des projets, tandis qu'une structure d'inspection évalue le fonctionnement des services et réalise des contrôles spécifiques. Le Guichet traite également les réclamations et doléances, à l'exception des recours. Son financement repose notamment sur les subventions de l'État, ses recettes propres, les redevances liées au traitement des dossiers et les produits issus de l'octroi du foncier. Les pouvoirs publics mettent ainsi en place une structure centralisée réunissant des compétences administratives, foncières et opérationnelles, dans le but de faciliter les démarches des investisseurs et d'améliorer la prise en charge de leurs projets. L'efficacité de cette organisation dépendra toutefois de la coordination entre les différents pôles, du respect des délais fixés et de la capacité du Guichet unique à accélérer la mobilisation du foncier économique et la concrétisation des investissements.

SALON « BATI-EST EXPO 2026»

Participation de 167 exposants à Constantine

La 9e édition du Salon international du bâtiment, de l'urbanisme et des travaux publics de l'Est algérien "Bati Est Expo Constantine 2026" s'est ouverte, mercredi à la Grande salle de spectacles "Ahmed Bey" de Constantine, avec la participation de 167 exposants représentant des entreprises nationales et étrangères, publiques et privées, activant

dans les domaines du bâtiment et des travaux publics, dans le but de promouvoir le produit local et de renforcer les opportunités de partenariat et d'investissement. Les participants à cet événement économique, abrité sous un chapiteau géant sur l'esplanade de la Grande salle de spectacles "Ahmed Bey", représentent des entreprises de réalisation

ainsi que des opérateurs économiques nationaux et étrangers spécialisés dans les domaines du bâtiment et des travaux publics, à l'instar de producteurs de matériaux de construction, de fer à béton, d'équipements électriques, de matériel de plomberie et de peinture, de portes, de fenêtres et de mobilier, en plus de fabricants d'équipements de travaux

publics, ainsi que de promoteurs immobiliers et d'institutions de financement et d'assurance. L'inauguration de ce salon, dont les activités se poursuivront jusqu'au 17 octobre courant, a été présidée par le wali de Constantine, M. Kamel Eddine Kerbouche, en présence des autorités locales.

R E.

FACTURES D'EAU IMPAYÉES

L'ADE appelle ses clients à régulariser leur situation

L'Algérienne des eaux (ADE) a appelé ses clients à s'acquitter régulièrement des factures du service public de l'eau potable et de l'assainissement et à régulariser les créances accumulées, en vue de renforcer la capacité de l'entreprise à poursuivre les opérations de maintenance et de réparation et à renouveler les équipements, indique mercredi un communiqué de l'entreprise. L'accumulation des créances non recouvrées limite sa capacité à mobiliser les ressources financières nécessaires à la gestion de ses installations, à l'entretien de ses réseaux, au renouvellement de ses équipements et à l'intervention pour répa-

rer les pannes et les fuites dans les délais appropriés, le paiement régulier des factures constituant un facteur essentiel à même d'appuyer la continuité du service public et améliorer sa qualité, précise l'ADE. "La régularisation des créances et la limitation de l'accumulation des dettes ne profitent pas uniquement à l'entreprise, mais contribuent aussi à préserver un service vital dont le citoyen a besoin quotidiennement et à garantir sa pérennité au profit de tous", précise l'entreprise, qui appelle les clients ayant des dettes accumulées à se rapprocher de ses agences commerciales pour examiner leur situation et

étudier la possibilité de bénéficier de facilités de paiement, de façon à éviter la coupure de l'alimentation en eau. Pour faciliter le règlement, l'ADE met à la disposition de ses clients plusieurs canaux de paiement, comprenant les agences commerciales et les différents moyens de paiement électronique agréés par l'entreprise. L'entreprise assure la gestion d'un réseau s'étendant sur près de 100.000 kilomètres, avec un volume de production et de distribution avoisinant les 7 millions de mètres cubes d'eau/jour au profit de 6,9 millions d'abonnés, et ce à travers la gestion de 17.850 installations, avec la contribution

de plus de 35.600 travailleurs. Afin de préserver les réseaux et de limiter les pertes d'eau, l'ADE a traité plus de 292.000 fuites en 2025 et est intervenue pour réparer 173.000 fuites jusqu'à fin août 2026. Le coût moyen de réparation d'une seule fuite s'élève à plus de 10.000 DA, ce qui met en évidence l'ampleur des dépenses qu'exigent les opérations de maintenance et de réparation, outre les coûts d'exploitation des installations et des équipements et ceux nécessaires pour assurer la production et la distribution de l'eau, conclut le communiqué.

R E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Édité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant

Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication

Radji Zahir

Siège social

Maison de la presse
01, rue Bachir Attar
Sidi M'hamed Alger
email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005
001700000003889 09

Impression

Centre : SIA

Distribution

Centre:
les enjeux Eco

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité»
Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 91 / 020 05 10 42
Fax : 020 05 11 48 - 020 05 13 45 - 020 05 13 77
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ovargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

RENCONTRE AVEC LES OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES

Tebboune réaffirme l’engagement de l’État

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a réaffirmé, hier à Alger, la volonté politique des pouvoirs publics d’impulser la dynamique économique et de promouvoir l’investissement à travers l’ensemble du territoire national, soulignant le soutien de l’État aux opérateurs économiques.

Par Zahir R.

« Notre présence aujourd’hui parmi vous à ce forum traduit la volonté politique ferme et résolue d’impulser la dynamique économique et de l’investissement et témoigne du soutien de l’État aux opérateurs économiques à travers toutes les wilayas », a déclaré le chef de l’État dans une allocution prononcée lors de la Rencontre nationale avec les opérateurs économiques, organisée au Centre international de conférences (CIC) Abdelatif-Rahal. À cette occasion, le président de la République a remercié le Conseil du renouveau économique algérien (CREA) pour l’organisation de ce forum périodique, qu’il a qualifié de tradition louable, offrant un cadre d’échange entre les opérateurs économiques et les membres du gouvernement. Cette rencontre constitue, dira-t-il, une opportunité pour accompagner l’activité économique et l’investissement dans le pays, avec pour objectif de bâtir une économie moderne et résiliente, capable de faire face aux fluctuations de l’économie mondiale. Abdelmadjid Tebboune a également mis en avant les indicateurs enregistrés en matière



de produit intérieur brut (PIB) hors hydrocarbures, estimant qu’ils reflètent les efforts engagés en faveur de la diversification de l’économie nationale et de la réduction de sa dépendance aux hydrocarbures. « Les indicateurs enregistrés en matière de PIB hors hydrocarbures reflètent les efforts déployés pour diversifier l’économie et la rendre moins dépendante des hydrocarbures », a-t-il souligné. Ces indicateurs tra-

duisent, selon lui, les avancées réalisées dans l’élargissement de la base productive nationale, dans un contexte marqué par la volonté de renforcer les activités économiques hors secteur des hydrocarbures et de consolider les capacités de l’économie nationale. Sur un autre registre, le Président Tebboune a donné des instructions au gouvernement pour créer une entreprise économique chargée d’acheter les excédents de production de certains produits. « J’ai donné des instructions au gouvernement pour créer une en-

treprise économique qui se chargera d’acquiescer les excédents de production de certains produits, de les stocker, puis de les mettre sur le marché en cas de besoin », a-t-il affirmé. Le chef de l’État a également souligné que des efforts sont en cours pour réguler la situation économique sans renoncer au rôle social de l’État. « Il existe des insuffisances, mais il y a une grande différence entre la situation économique de 2020 et celle de 2026. Aujourd’hui, nous sommes la troisième économie d’Afrique », a-t-il ajouté. Par ailleurs, le président de la République a salué la contribution des hommes d’affaires à la construction d’une économie moderne, capable de résister aux fluctuations du marché. Les travaux de cette rencontre ont débuté, rappelle-t-on, par la projection d’un film documentaire réalisé par le CREA sur l’activité économique nationale durant la période 2021-2026. Le documentaire a mis en lumière les progrès et la croissance enregistrés dans différents domaines de l’économie nationale, ainsi que les efforts consacrés à l’amélioration du climat des affaires et de l’investissement.

DIVERSIFICATION ÉCONOMIQUE

Le CREA salue les efforts conjoints de l’État et des entreprises

Par Z R.

Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula, a mis en avant le rôle des entreprises nationales dans la transformation structurelle de l’économie algérienne, soulignant que les efforts conjoints de l’État et des opérateurs économiques ont contribué à la diversification de l’activité économique, saluée par les institutions financières internationales. S’exprimant lors de la rencontre nationale avec les opérateurs économiques, présidée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, Kamel Moula a estimé que la période post-Covid-19 avait marqué le point de départ d’une transformation structurelle profonde de l’économie nationale. Une évolution qui, selon lui, est désormais confirmée par

les analyses du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale. Abordant les perspectives de croissance, le président du CREA a souligné la dynamique de l’économie algérienne, indiquant que le produit intérieur brut (PIB) réel devrait enregistrer une croissance de 3,8 %, tout en affirmant que les prévisions de son organisation tablent sur un taux de 4 %. En effet, ces perspectives traduisent, dira-t-il, les résultats des efforts engagés par les pouvoirs publics et de la mobilisation des entreprises nationales. « Ce sont les efforts conjoints de l’État et la réactivité des entreprises économiques qui ont permis de réaliser cette diversification économique saluée par les institutions internationales », a-t-il affirmé. Le président du CREA a réitéré l’engagement de son organisation en faveur du développement du tissu éco-

nomique national, considérant les entreprises algériennes comme des acteurs incontournables de la stratégie de développement du pays. « Au sein du Conseil du renouveau économique algérien, nous sommes profondément convaincus que les entreprises algériennes constituent le premier partenaire stratégique de l’État », a-t-il déclaré. Dans cette perspective, Moula a insisté sur la nécessité de préserver un environnement économique fondé sur la transparence, le respect de la réglementation et l’équité entre les opérateurs. Il a notamment dénoncé certaines pratiques illégales qui, bien que limitées, portent atteinte à l’image de l’ensemble du secteur économique. « Certaines pratiques inacceptables ont été mises au jour. Bien qu’elles demeurent minoritaires, elles portent atteinte à l’image de la grande majorité

des opérateurs économiques. Nous soutenons pleinement la lutte contre les pratiques illégales afin de préserver une concurrence loyale et de rassurer les opérateurs économiques intègres », a-t-il souligné. Évoquant les enseignements tirés de la crise sanitaire liée à la Covid-19, Kamel Moula a souligné l’importance de renforcer l’autonomie économique du pays, notamment dans les secteurs stratégiques. Il a rappelé que la dépendance extérieure pour l’approvisionnement alimentaire, les soins de santé ou l’énergie constitue un facteur de vulnérabilité pour tout État. À ce titre, il a placé la souveraineté alimentaire parmi les principaux piliers de la capacité de résistance de l’économie nationale face aux crises, appelant à poursuivre les efforts visant à consolider les capacités productives nationales. Le président du CREA a également mis en

avant plusieurs atouts de l’économie algérienne, notamment une croissance qu’il qualifie de solide, l’absence d’endettement extérieur et le dynamisme croissant du tissu entrepreneurial. Par ailleurs, le président du CREA a appelé à poursuivre les efforts de renforcement de l’économie nationale en s’appuyant sur le travail, les compétences des chefs d’entreprise et la contribution des travailleurs. Il a enfin plaidé pour une approche tournée vers l’avenir, fondée sur la valorisation des capacités nationales et la consolidation des acquis économiques, tout en préservant l’indépendance de la décision nationale. « L’Algérie doit poursuivre sa trajectoire de développement en restant maîtresse de ses choix, attachée à sa souveraineté et déterminée à atteindre la prospérité », a-t-il conclu.

FACE AU CHOC DE LA GUERRE AU MOYEN-ORIENT

L’Algérie plaide pour une gestion budgétaire prudente

Lors de la réunion de la directrice générale du FMI avec les ministres des Finances et gouverneurs de la région MENAP, l’Algérie a réaffirmé sa solidarité avec les pays de la région, souligné l’indépendance de ses exportations d’hydrocarbures vis-à-vis des routes maritimes perturbées et appelé le Fonds à renforcer ses mécanismes d’appui. Intervenant hier lors de la rencontre entre la directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) et les ministres des Finances, les gouverneurs des banques centrales et les responsables des institutions financières de la région MENAP (Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan), le représentant de l’Algérie, M. Mohand Bourai, gouverneur de la Banque d’Algérie, a présenté une analyse des conséquences économiques de la guerre au Moyen-Orient et formulé plusieurs recom-

mandations. Après avoir réitéré la solidarité constante de l’Algérie avec les pays frères et amis de la région, l’intervenant a qualifié la guerre au Moyen-Orient de choc « d’une ampleur et d’une nature exceptionnelles » pour les économies régionales, tout en soulignant que ses effets varient d’un pays à l’autre. Certains exportateurs d’hydrocarbures peuvent, à court terme, tirer profit de la hausse des prix du pétrole et du gaz. D’autres, dont l’accès aux voies maritimes reste difficile, verront leurs recettes d’exportation reculer. Les importateurs d’énergie seront quant à eux plus directement exposés, entre pressions inflationnistes et besoins accrus de soutien budgétaire. Plus largement, la crise pourrait peser sur la croissance régionale et mondiale en affectant simultanément l’offre, la demande et la confiance. Pour l’Algérie, la situation pré-

sente une spécificité : la production d’hydrocarbures et les infrastructures d’exportation du pays sont totalement indépendantes des voies maritimes touchées par le conflit. Alger se dit ainsi en mesure de répondre efficacement aux besoins d’approvisionnement de ses partenaires commerciaux, contribuant à atténuer l’impact de la guerre sur leurs économies. Sur le plan des politiques économiques, Mohand Bourai a plaidé en faveur d’une approche différenciée, adaptée à la situation de chaque catégorie de pays. Ainsi, les exportateurs d’énergie devraient privilégier une gestion prudente et contracyclique des finances publiques, afin d’éviter de considérer les gains temporaires comme des ressources permanentes. Les pays importateurs disposant d’une marge budgétaire pourraient, quant à eux, recourir à des mesures de soutien ciblées pour contenir l’in-

flation, tout en préservant leurs équilibres financiers. Enfin, les pays importateurs ne disposant pas de marge budgétaire, confrontés aux contraintes les plus importantes, devraient accorder la priorité absolue à la stabilité macroéconomique et orienter leurs ressources vers la protection des populations les plus vulnérables. Le gouverneur de la Banque d’Algérie, Mohand Bourai, a enfin appelé le Fonds à agir selon deux axes prioritaires. D’une part, mettre en place des mécanismes de financement d’urgence très flexibles pour alléger rapidement les pressions sur la balance des paiements des économies les plus touchées. D’autre part, renforcer son assistance en matière de politique fiscale, afin d’aider les pays à mieux mobiliser leurs ressources internes et à restaurer la soutenabilité de leur dette publique.

Synthèse Z R.

CONSTRUCTION
AUTOMOBILE
Le ministre de
l’Industrie examine
les possibilités de
partenariat avec
General Motors

Le ministre de l'Industrie, Farid Kourtel, a reçu, mardi à Alger, une délégation du constructeur automobile General Motors, conduite par le président du conseil d'administration et directeur général de l'entreprise pour l'Egypte et l'Afrique, Rohan Fernandes, afin d'examiner les perspectives de coopération dans le domaine de l'industrie automobile et les possibilités de partenariat. Lors de cette rencontre, les deux parties ont examiné les voies et moyens de développer la coopération de manière à soutenir le développement du tissu industriel national et à renforcer l'intégration locale, ainsi que les possibilités de tirer parti de l'expertise de l'entreprise dans la construction automobile, indique un communiqué du ministère. Les entretiens ont également porté sur les moyens de contribuer à la promotion de la production locale et au développement de la sous-traitance industrielle, en vue de soutenir la mise en place d'une industrie mécanique nationale intégrée, compétitive et durable, conclut la même source.

APS

ACCIDENTS DE LA ROUTE
12 morts et 250
blessés en 24
heures

Douze (12) personnes sont décédées et 250 autres ont été blessées dans 187 accidents de la circulation survenus ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique, hier, un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Tamanrasset avec 4 morts et 16 blessés, dans un accident de voiture au niveau du village Moulai Lahcen, dans la commune d'Ain Meguel, ainsi que dans la wilaya de Bouira avec 4 morts et 4 blessés, suite à une collision entre deux véhicules sur la RN 8, dans la commune de Bir Aghbalou. En outre, les secours de la Protection civile sont intervenus pour l'extinction d'un incendie dans la commune de Gue de Constantine (Alger), ayant causé des blessures à une personne et des gênes respiratoires à 4 autres, suite à un incendie qui s'est déclaré à l'intérieur d'une habitation à Ain El Malha, ainsi que d'un autre à Bejaia. Pour ce qui est de la lutte contre les incendies de forêt et de récolte, les unités de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 6 incendies du couvert végétal à travers plusieurs wilayas du territoire national, selon le même bilan.

R E.

COMMERCE EXTÉRIEUR
Création d’un comité chargé de l’examen
des demandes d’importation

Un comité permanent chargé du suivi et du traitement des demandes d'importation a été créé, auprès du ministre du Commerce extérieur et de la promotion des exportations, en vertu du décret exécutif 26/327 paru au numéro 72 du Journal officiel. Présidé par le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, ce comité est composé du ministre des Finances, du Gouverneur de la Banque d'Algérie, du président de l'Association professionnelle des banques et des établissements financiers (ABEF), ainsi que du président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), ou de leurs représentants respectifs, se-

lon le décret exécutif signé par le Premier ministre. Ce comité est chargé d'examiner et d'émettre son avis sur les demandes d'importation pour chaque opération, y compris celles réalisées pour propre compte par tout opérateur dans le cadre de ses activités de production et de service, et ce, dans la limite de ses propres besoins. Il a également pour mission de réserver un traitement d'urgence pour les produits revêtant un caractère sensible et/ou prioritaire afin de garantir l'approvisionnement du marché national et le bon fonctionnement des unités de production.

En outre, le comité propose toute mesure susceptible de faciliter le traitement des demandes d'importation, tout en évaluant et en analysant, de manière périodique, les données fournies par la plateforme numérique dédiée à l'enregistrement de ces demandes. Dans l'exercice de ses missions, le comité peut faire appel à toute personne susceptible de l'éclairer dans ses travaux. Il est également tenu d'élaborer et d'adopter son règlement intérieur. Le décret stipule que le ministre du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations transmet, hebdomadairement, un rapport détaillé au Premier ministre sur les activités du comité.

ANNABA
Ouverture du 4e Salon international de l’investissement
agricole et de la technologie

La 4e édition du Salon international de l'investissement agricole et de la technologie (Agritech Expo 2026) s'est ouverte, mardi à l'hôtel Sheraton d'Annaba, avec la participation de 117 exposants nationaux versés dans divers domaines liés à l'investissement agricole et aux technologies dédiées au développement de ce secteur, aux côtés d'opérateurs étrangers. Les opérateurs étrangers prenant part à cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 15 octobre courant, représentent la Tunisie, la Russie, la France, la Chine et l'Italie, la République du Tchad étant l'invitée d'honneur de cette édition, a précisé à cette occasion la commissaire du salon, Chanez Rabia, dans une déclaration à l'APS. Elle a ajouté que cette édition se distingue par l'organisation d'un " Challenge national " dédié aux porteurs de projets dans le domaine agricole, une initiative visant à " encourager les porteurs d'idées innovantes et à accompagner les initiatives entrepreneuriales prometteuses ".

La même responsable a indiqué que ce challenge se déroulera jeudi prochain, offrant aux porteurs de projets l'opportunité de présenter leurs initiatives, idées et propositions, à l'issue de quoi trois lauréats seront sélectionnés pour bénéficier de l'accompagnement et du soutien nécessaires à la concrétisation de leurs projets. Ce challenge constitue, selon la commissaire du salon, "l'une des principales nouveautés de cette édition", soulignant que cette démarche "s'inscrit dans le cadre de l'incitation des porteurs de projets à passer du stade de l'idée à celui de la réalisation, à travers la mise à disposition d'opportunités d'accompagnement et de soutien ". Ce salon se veut également un espace de rencontre entre opérateurs économiques, professionnels et investisseurs des secteurs agricole et technologique, permettant l'échange d'expertises et d'expériences, la promotion des différentes activités liées à ce secteur, ainsi que l'exploration des opportunités de partenariat entre entreprises nationales et étrangères, a-t-on expliqué. La même intervenante a en outre indiqué que cet événement offre aux participants la possibilité d'exposer leurs services et d'interagir avec les différents acteurs du secteur, renforçant ainsi le networking professionnel et ouvrant la voie à l'examen des opportunités de coopération et d'investissement dans les activités agricoles liées à la technologie. De telles manifestations s'inscrivent dans le

cadre des efforts visant à promouvoir l'investissement, à diversifier les initiatives économiques, à renforcer le rôle de l'innovation dans le développement de l'activité agricole

et à améliorer les capacités des entreprises à s'adapter aux mutations technologiques, a-t-on souligné lors de la rencontre.

R E.

Mercuriale					
وزارة التجارة الداخلية وضبط السوق الوطنية MINISTÈRE DU COMMERCE INTÉRIEUR ET DE LA RÉGULATION DU MARCHÉ NATIONAL			وزارة الفلاحة والتنمية الريفية والصيد البحري MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DU DÉVELOPEMENT RURAL ET DE LA PÊCHE		

عرض أسعار البيع بالتجزئة للمواد الفلاحية واسعة الاستهلاك ليوم 12 أكتوبر 2026
Mercuriale des prix des produits agricoles de large consommation, date: 12 Octobre 2026

Produits		Prix du détail ¹ DA / Kg		أسعار التجزئة ² دج / كغ		المنتجات
		معدل Moyenne	أعلى Maximum	أدنى Minimum		
Légumes frais	Pomme de terre	92	98	86	البطاطا	خضر طازجة
	Tomate	136	151	120	الطماطم	
	Oignon sec	79	85	72	البصل الجاف	
	Ail sec	840	913	766	الثوم الجاف	
	Carotte	130	141	118	الجزر	
	Navet	144	156	132	اللفت	
	Poivron	145	158	132	الفلفل الاخضر	
	Piment	161	177	145	الفلفل الحار	
	Courgette	170	183	156	الكوسة	
	Haricot vert	269	291	246	الفاصولياء الخضراء	
	Laitue	154	167	141	الخس	
Fruits frais	Pomme locale	421	521	321	التفاح المحلي	فواكه طازجة
	Datte	491	604	378	التمر	
	Raisin	309	360	258	العنب	
Produits d'origine animale	Viande bovine locale	2241	2359	2122	لحم البقر المحلي	المنتجات ذات الأصل الحيواني
	Poulet de chair	505	518	491	الدجاج	
	Œufs (Unité)	24	25	22	البيض (وحدة)	
	Lait de vache (Litre)	92	98	86	حليب البقر (لتر)	

Dernière composition de DZAIRINDEX										
Libellé de la valeur	Code	Ouverture	Clôture	Var %	Ecart Mensuel %	Ecart Annuel %	per	Rend Net %	Volume transigé	Valeur transigée DA
ALLIANCE ASSURANCES	ALL	355,00	NC	0,00	0,70	-0,04	7,57	7,32	0	0,00
AYRADE	AYRD	815,00	NC	0,00	0,00	0,11	116,43	-	0	0,00
BANQUE DE DEVELOPPEMENT LOCAL	BDL	1 400,00	1400,00	0,00	0,00	-0,05	7,56	7,64	28300	39 620 000,00
BIOPHARM	BIO	2 350,00	NC	0,00	-3,13	-5,84	6,33	7,23	0	0,00
CREDIT POPULAIRE D'ALGERIE	CPA	2 000,00	1999,00	-0,05	-0,87	-8,45	8,29	8,75	4452	8 899 548,00
EGH El Aurassi	AUR	360,00	NC	0,00	0,00	-0,80	4,55	-	0	0,00
SAIDAL	SAI	450,00	NC	0,00	3,71	5,99	1,24	7,78	0	0,00

NOBEL D'ÉCONOMIE 2026

Retour à Keynes ?

L'Académie royale des sciences de Suède a attribué le prix Nobel d'économie 2026 aux chercheurs américains Robert E. Hall (Université de Stanford) et Michael Woodford (Université de Columbia). Leurs travaux consacrés aux « fondements microéconomiques de la stabilisation macroéconomique » opèrent un changement de paradigme dans l'analyse des fluctuations conjoncturelles (chômage, inflation), historiquement appréhendées par le prisme keynésien depuis la publication de la Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie (1936). Cette rupture théorique renouvelle profondément les modalités par lesquelles les banques centrales et les gouvernements anticipent et régulent les cycles économiques.

Par Ahmed Silem (*)

Dans le modèle keynésien traditionnel, la résorption du chômage transite par une stimulation de la demande globale, combinant une hausse temporaire des dépenses publiques, une baisse de la fiscalité et une réduction des taux d'intérêt. Inversement, la maîtrise de l'inflation implique de freiner la consommation et l'investissement au moyen de hausses de taux et d'excédents budgétaires. Ce cadre conceptuel postulait une relation mécanique et directe entre le revenu actuel des ménages et leur consommation. Dès 1957, dans A Theory of the Consumption Function, Milton Friedman (lauréat du prix Nobel en 1974) conteste ce postulat en formulant l'hypothèse du revenu permanent. Selon cette théorie, les agents économiques ne déterminent pas leur consommation en fonction de leur seul revenu courant, mais intègrent leurs anticipations de revenus futurs ; les variations du revenu actuel n'exerçant qu'un impact marginal sur les dépenses de consommation observées. En 1978, dans son article séminal « Stochastic Implications of the Life Cycle-Permanent Income Hypothesis: Theory and Evidence », Robert Hall prolonge cette intuition en démontrant que l'introduction des anticipations de revenus

futurs rend obsolètes les prévisions macroéconomiques fondées exclusivement sur des données passées. En 1982, en collaboration avec Frederic Mishkin, Hall intègre l'hypothèse des anticipations rationnelles à celle du revenu permanent. En exploitant des données microéconomiques de consommation au niveau des ménages, les auteurs mettent en évidence l'inefficacité potentielle des politiques de relance budgétaire temporaire : anticipant que les transferts actuels seront neutralisés par des prélèvements fiscaux futurs, les ménages privilégient l'épargne à la consommation. Sur le plan idéologique, Robert Hall s'inscrit dans la lignée du libéralisme friedmanien, une orientation illustrée dans son ouvrage The Flat Tax (1985), coécrit avec Alvin Rabushka, qui préconise la substitution de l'impôt progressif par un taux d'imposition unique. Concernant Michael Woodford, le comité Nobel souligne que ses contributions démontrent comment restructurer les modèles macroéconomiques pour redynamiser les politiques de stabilisation. À l'instar de Hall, Woodford s'appuie sur les comportements microéconomiques des ménages et des entreprises pour formaliser les modèles macroéconomiques néokeynésiens de type DSGE (Modèle d'Équilibre Général Dynamique Stochastique), théorisés dans son ouvrage majeur Interest and Prices: Foundations

of a Theory of Monetary Policy (2003). L'apport fondamental de ses travaux réside dans l'introduction de rigidités nominales (notamment les coûts de menu supportés par les entreprises lors d'une modification de prix) au sein des modèles d'équilibre général néoclassique, abandonnant ainsi l'hypothèse de perfection des marchés. Dès lors, l'évolution de l'économie, soumise à des chocs exogènes aléatoires, dépend des anticipations rationnelles des agents individuels qui fixent leurs dépenses et leurs prix en fonction de leurs prévisions d'avenir. Dans ce cadre, il incombe aux banques centrales de guider ces anticipations en explicitant une trajectoire monétaire crédible et prévisible, formalisée par une « indication prospective » (forward guidance) et des règles de décision transparentes, telle que la règle de Taylor. Cet algorithme prescrit l'ajustement du taux d'intérêt nominal en fonction des écarts entre l'inflation effective et sa cible, ainsi qu'entre le PIB effectif et le PIB potentiel. Idéologiquement, Michael Woodford se rattache à la Nouvelle Économie Keynésienne, refusant l'autorégulation parfaite des marchés au profit d'une intervention publique scientifiquement modélisée pour stabiliser l'activité économique. (*) Professeur émérite Université Lyon 3 (France)

MARCHÉ PÉTROLIER

Le brut algérien dépasse les 118 dollars en septembre

Synthèse Zahir R.

Le pétrole algérien a conservé sa position de brut arabe le plus cher en septembre 2026, avec un prix moyen de 118,49 dollars le baril, tandis que la production nationale a franchi le seuil du million de barils par jour, selon les dernières données de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). En effet, le Sahara Blend devance le brut libyen Es Sider, dont le prix s'est établi à 117,49 dollars le baril, et le brut émirati Murban, coté à 115,39 dollars. Ces évolutions interviennent dans un contexte de forte progression des cours pétroliers internationaux au cours du mois de septembre. Selon les données de l'Unité de recherche sur l'énergie, basée à Washington, le prix du brut algérien a progressé de 26 % par rapport au mois d'août, passant de 94,32 à 118,49 dollars le baril. Malgré cette hausse, le Sahara Blend figure parmi les bruts arabes ayant enregistré les plus faibles progressions mensuelles, tout en conservant la première place en matière de prix. Cette performance s'inscrit dans un contexte marqué par la hausse du pa-

nier de référence de l'OPEP, dont le prix moyen a augmenté de 28 % en septembre, à 110,59 dollars le baril, contre 86,44 dollars le mois précédent. Le Brent a, pour sa part, progressé de 16 %, à 102,02 dollars le baril, tandis que le West Texas Intermediate (WTI) a atteint 95,69 dollars.

La barre du million de barils par jour franchie

Sur le plan de la production, l'Algérie a enregistré une hausse de 3 000 barils par jour en septembre, portant son volume à 1,003 million de barils par jour, contre un million en août, selon le rapport mensuel de l'OPEP publié le 13 octobre 2026. D'après les données d'Attaqa, ce niveau représente le plus haut enregistré depuis avril 2023, lorsque la production algérienne avait atteint 1,01 million de barils par jour. Cette évolution intervient dans le cadre de la mise en œuvre des décisions de l'alliance OPEP+, qui a achevé, à la fin du mois de septembre, la suppression progressive des réductions volontaires de production totalisant 1,65 million de barils par jour, engagées en mai 2023 par sept pays membres, dont l'Algérie.

Pour les mois d'octobre et de novembre 2026, la production nationale devrait se stabiliser à 1,007 million de barils par jour, conformément aux niveaux prévus dans le cadre des ajustements convenus par l'alliance. À l'échelle de l'alliance OPEP+, la production totale a atteint 39,068 millions de barils par jour en septembre, contre 38,165 millions en août. La production des pays de l'OPEP a, de son côté, progressé de 920 000 barils par jour, pour s'établir à 25,097 millions de barils par jour. L'Arabie saoudite a enregistré la plus forte augmentation mensuelle, avec 744 000 barils par jour supplémentaires, portant sa production à plus de huit millions de barils par jour. L'Irak a également affiché une hausse de 386 000 barils par jour, à 3,920 millions. À l'inverse, la production du Koweït a reculé de 140 000 barils par jour, à 1,766 million, tandis que celle de la Libye a diminué de 58 000 barils par jour, à 1,29 million. Après la suppression des réductions volontaires, l'alliance OPEP+ maintient par ailleurs sa politique de réduction de la production de deux millions de barils par jour, instaurée en novembre 2022 et prévue jusqu'à la fin de 2026.

TRANSPORT DE PASSAGERS ET ÉVACUATIONS SANITAIRES

Tassili Travail Aérien renforce sa flotte avec deux nouveaux avions Cessna SkyCourier

Tassili Travail Aérien, filiale de Sonatrach, renforce sa flotte avec deux appareils destinés notamment au transport de passagers et aux évacuations sanitaires. Leur arrivée à Alger est prévue d'ici la fin du mois d'octobre, selon l'ambassade des États-Unis en Algérie. La compagnie a, en effet, achevé la réception en usine de ces deux appareils « Cessna SkyCourier », fabriqués par Textron Aviation à Wichita, aux États-Unis. Cette commande est une première. Il s'agit, en effet, des premiers SkyCourier commandés en Afrique et des premiers appareils de ce modèle équipés pour des missions médicales. Conçus pour le transport de passagers, l'évacuation médicale et des missions spéciales, les deux avions doivent contribuer à moderniser la flotte de TTA et à renforcer le soutien au secteur énergétique algérien. Ils seront basés à Alger et à Hassi Messaoud. De son côté, l'ambassade des États-Unis en Algérie a salué cette acquisition, mettant en avant le partenariat entre TTA, Textron Aviation et son distributeur Africair. Elle a également souligné que cette opération illustre la solidité des relations commerciales entre l'Algérie et les États-Unis, ainsi que la contribution des technologies aéronautiques américaines au développement des capacités du transport aérien algérien.

Z R.

AVEC LA PARTICIPATION DE PLUS DE 30 EXPOSANTS

Ouverture de la première édition du Salon "Biscuitia" à Oran

La première édition du Salon du biscuit, du chocolat et de la confiserie "Biscuitia 2026" a ouvert ses portes mercredi au Centre des conventions Mohamed-Ben-Ahmed d'Oran, avec la participation de plus de 30 exposants. En marge de la cérémonie d'ouverture, la directrice générale de la société Boost Event, organisatrice du salon, Ouidad Mousli, a indiqué que cette manifestation, qui se poursuivra jusqu'au 16 octobre, vise à mettre en lumière les différents maillons de la chaîne industrielle du secteur, depuis les matières premières, les équipements et les machines jusqu'aux produits finis, tout en mettant l'accent sur la valorisation de la production locale et en offrant des opportunités de réseautage et d'échange d'expériences entre les professionnels. Le programme de cette première édition prévoit des conférences et des débats durant la matinée, consacrés à des questions techniques liées à l'industrie du biscuit, du chocolat et de la confiserie, ainsi que la présentation des dernières nouveautés en matière de produits, de solutions et d'équipements utilisés par les entreprises du secteur. Le programme comprend également l'organisation de concours nationaux dans les arts de la pâtisserie durant l'après-midi. La première soirée sera consacrée au concours du meilleur cookie, la deuxième à celui du meilleur "brioun", un produit traditionnel algérien, tandis que la troisième soirée sera marquée par le concours du meilleur "sablé". Les stands du salon proposent également des séances de dégustation organisées par les exposants, permettant aux visiteurs de découvrir leurs produits et d'en apprécier les caractéristiques.

R E.

EL-MENIAA

Identification des sites pour les bases de vie destinées au projet de ligne ferroviaire

Des sites ont été identifiés pour la réalisation de bases de vie et autres installations annexes dans la wilaya d'El-Meniaa, dans le cadre du projet stratégique de ligne ferroviaire Alger-Tamanrasset, a-t-on appris mardi auprès des services de la wilaya. Le projet traverse la wilaya d'El-Meniaa sur près de 430 km depuis les limites de la wilaya de Ghardaïa au Nord, à celles de la wilaya d'In-Salah au Sud. Le secrétaire général de la wilaya d'El-Meniaa, Bachir Menoune, a indiqué, dans une déclaration à l'APS, que ces installations contribueront à offrir des conditions adéquates aux travailleurs et aux différentes équipes techniques chargées de la réalisation du projet, avec la mise à disposition d'infrastructures nécessaires à l'organisation des travaux ainsi qu'à l'entreposage des équipements et des matériaux destinés aux chantiers. L'opération intervient dans le cadre des efforts d'accompagnement des grands projets dans la wilaya, à travers la mise à disposition des assiettes foncières nécessaires à la réalisation des infrastructures de base et des servitudes qui leur sont associées, a-t-il ajouté, soulignant que la démarche vise à faciliter l'exécution des différentes phases du projet et d'améliorer les conditions de travail sur les sites concernés. Dans ce cadre, le SG de la wilaya d'El-Meniaa a présidé, lundi soir au siège de la wilaya, une réunion de la commission de wilaya chargée de l'identification des sites destinés aux projets de logements, aux équipements publics et aux investissements. La réunion a été consacrée à l'examen des demandes de validation des sites de plusieurs projets et installations, ainsi qu'à la détermination des assiettes foncières appropriées pour les accueillir. Les projets concernés comprennent, entre autres, l'identification d'un site pour la réalisation d'une construction destinée à un transformateur électrique dans la commune de Hassi El-Gara, ainsi que de plusieurs bases-vie, d'une aire de stockage et un atelier de fabrication d'ouvrages hydrauliques au profit des entreprises chargées des travaux. L'approche s'inscrit dans le cadre du suivi continu des projets publics et d'investissement dans la wilaya, ainsi que des efforts déployés pour lever les contraintes entravant leur réalisation, grâce à la mise à disposition du foncier approprié et au renforcement de la coordination entre les différents services concernés, de manière à soutenir la dynamique de développement dans la wilaya d'El-Meniaa.

APS

HABITAT/CONSTANTINE

Le ministre instruit d'accélérer la réalisation des projets "AADL 3" au pôle urbain Sissaoui

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme, de la Ville et de l'Aménagement du territoire, Mohamed Tarek Belaribi, a donné, mardi, des instructions visant à accélérer le rythme de réalisation des projets de logements dans la formule location-vente "AADL 3" au pôle urbain Sissaoui, dans la commune de Constantine, tout en le renforçant avec les équipements publics nécessaires.

Au deuxième jour consécutif de sa visite de travail et d'inspection effectuée dans la wilaya, le ministre a inspecté les projets du programme "AADL 3", s'enquérant de l'état d'avancement des travaux dans ce pôle urbain qui s'étend sur 337 hectares et comprend un programme global de 20.000 logements. Sur ce total, 8.050 logements de la formule "AADL3" sont inscrits au titre de la Loi de finances 2025, tandis que les travaux de 7.000 autres logements de la même formule, inscrits dans le cadre de la Loi de finances 2026, seront lancés "prochainement". Sur les lieux, M. Belaribi a présidé une réunion technique regroupant les responsables de divers organismes et institutions techniques concernés par le secteur de l'habitat, ainsi que les entreprises de réalisation chargées du projet. Cette réunion a été consacrée à l'examen de l'état d'avancement des travaux, à l'étude des éventuelles contraintes tech-

niques susceptibles d'entraver leur déroulement, et à la recherche des solutions adéquates pour y remédier. Sur le plan de l'aménagement urbain, le ministre a insisté sur "la nécessité de parachever les études relatives aux différents réseaux et aux routes principales et secondaires, afin de permettre de suivre le rythme d'avancement de la réalisation des logements et de garantir l'aménagement de l'environnement urbain de ce pôle". Il a également été décidé de doter ce pôle urbain d'équipements publics supplémentaires, comprenant deux écoles primaires, deux collèges et deux lycées, ainsi qu'une polyclinique et un siège de sûreté urbaine, qui s'ajouteront à neuf (9) autres structures publiques déjà prévues. En clôture de la réunion, le ministre a adressé des instructions fermes exigeant l'accélération du rythme de réalisation selon le système de travail posté (3x8), tout en insistant particulièrement sur le respect des normes de qualité et de confort

mité à toutes les étapes de la réalisation du projet. Par ailleurs, le ministre s'est enquis, lors de cette visite, de l'état d'avancement des travaux de réalisation du projet du Centre hospitalo-universitaire (CHU) d'une capacité de 500 lits, dont le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, avait posé la première pierre le 20 novembre 2025. M. Belaribi a donné des instructions sur la nécessité d'accélérer le rythme des travaux, notamment au niveau du bloc pédagogique, en vue de sa livraison, aux côtés du bloc de vie, au plus tard à la fin du mois de février 2027. Il a également ordonné l'établissement d'un calendrier global incluant les différents travaux programmés et fixant les interventions de l'ensemble des parties concernées par le projet, de manière à permettre le suivi des étapes de réalisation et à garantir le respect des délais impartis.

APS

MÉDÉA

Entretien du réseau d'électricité et de gaz en prévision de la saison hivernale

Une campagne d'entretien du réseau d'électricité et de gaz a été menée récemment à travers les communes des wilayas de Médéa et de Ksar-el-Boukhari, à l'approche de la saison hivernale, a-t-on appris mercredi auprès de la direction de distribution de l'électricité et du gaz. Cette campagne, qui s'inscrit dans le cadre des préparatifs de la saison hivernale, vise à garantir la continuité du service public d'approvisionnement en électricité et en

gaz durant l'automne et l'hiver, ainsi qu'à faire face à d'éventuelles perturbations qui pourraient survenir en cas de fortes intempéries, a-t-on fait savoir. Les opérations d'entretien sur le réseau d'électricité ont touché 1684 km de lignes basse tension et 1763 km de lignes moyenne tension, ainsi que l'inspection et l'entretien de 1216 transformateurs électriques, et la réalisation de 173 opérations d'élague de branches d'arbres situées à proximité des

lignes électriques, a-t-on détaillé. Par ailleurs, pas moins de 2927 opérations de contrôle au moyen de caméra thermo vision ont été effectuées sur le réseau électrique alimentant les deux wilayas, en plus du contrôle de 2002 transformateurs et 2289 colonnes montantes d'immeubles d'habitation. S'agissant du réseau de gaz naturel, la même source a fait état du contrôle de 4614 détendeurs de gaz, 192 transformateurs et 6941 colonnes montantes, en plus de la

distribution de plus de 443 000 détecteurs de monoxyde de carbone à 221659 clients, a signalé la même source. En complément, un travail d'information et de sensibilisation sur la mauvaise utilisation du gaz naturel et la prévention des accidents domestiques est organisé à travers les principales agglomérations des wilayas de Médéa et de Ksar-el-Boukhari afin d'optimiser la sécurité des abonnés, a-t-on conclu.

TIARET

Une commission technique pour accompagner les agriculteurs et assurer la réussite de la campagne labours-semailles

Une commission technique chargée de l'encadrement et du suivi de la campagne labours-semailles a été créée, récemment dans la wilaya de Tiaret, a-t-on appris auprès de la direction des Services agricoles (DSA). La nouvelle structure aura pour mission d'assurer la coordination entre les différents intervenants concernés afin d'assurer la réussite de cette échéance agricole, a-t-on précisé de même source. La chargée de la communication de la direction, Bakhta Safou, a indiqué que cette commission œuvre à réunir les conditions techniques et matérielles nécessaires au bon lancement de la campagne de labours-semailles. Cette démarche passe, notamment, par la disponibilité des semences, des engrais et du matériel agricole, ainsi que par le

suivi du déroulement des opérations et l'accompagnement administratif et technique des investisseurs agricoles. Cette structure veille également à simplifier les procédures administratives afin de permettre aux agriculteurs remplissant les conditions requises de bénéficier des crédits saisonniers, notamment du crédit "R'fig". Elle les encourage, en outre, à assurer leurs récoltes auprès des organismes spécialisés. Les activités de la commission se poursuivront tout au long de la saison agricole. Elles porteront sur le suivi des différentes étapes du cycle cultural et la mise en œuvre d'un programme de vulgarisation agricole sur le terrain au profit des professionnels, notamment lors des opérations de semis, des traitements techniques durant la période de désherbage et de la lutte contre les

mauvaises herbes, ainsi que du contrôle de la croissance des cultures et de leur protection contre les maladies. Les missions de la commission comprennent aussi la préparation et le suivi de la campagne de moisson-battage, à travers la mise à disposition du matériel nécessaire et des espaces de stockage, la garantie de la collecte des récoltes et le paiement immédiat des dus aux agriculteurs. Présidée par le wali de Tiaret, Abdelouahab Bertima, cette commission regroupe des représentants des différents organismes et acteurs concernés par l'opération. Elle comprend, notamment, des cadres des services agricoles exerçant au niveau des subdivisions et des communes, des techniciens des instituts techniques spécialisés, ainsi que des représentants des professionnels,

notamment de la Chambre d'agriculture, de l'Union nationale des paysans algériens, des coopératives de céréales et de légumes secs, des établissements bancaires et des compagnies d'assurance. Selon la même source, cette commission devrait élaborer un rapport détaillé sur le déroulement de la campagne, qui sera transmis aux autorités compétentes. La campagne labours-semailles de la saison agricole 2026-2027 vise une superficie de plus de 270.000 hectares, consacrée à la culture de différentes variétés de céréales, notamment le blé dur, le blé tendre, l'orge et l'avoine. Parmi ces superficies, 50.000 hectares sont des terres irriguées, selon la même source.

APS

ÉTATS UNIS, ARABIE SAOUDITE, RUSSIE

Trois géants du pétrole confrontés à leurs limites

Alors que le cours du baril flambe, les trois principaux producteurs de pétrole ont du mal à augmenter leur production. Guerre, effet des sanctions et intérêt à des prix hauts se conjuguent pour peser sur l'offre mondiale d'or noir. Si la fin du pétrole est encore loin, la tension actuelle sur le marché accélère la transition énergétique.

Par Patrice Geoffron, professeur d'économie à l'Université Paris Dauphine – PSL.

L'été 2026 a mis à l'épreuve les trois piliers de l'offre pétrolière mondiale, États-Unis, Arabie saoudite et Russie. Aucun n'a pu jouer le rôle d'amortisseur. Ce n'est pas encore l'ère post-pétrolière, mais les conditions de la puissance pétrolière ont changé. Pour les pays consommateurs, l'Europe au premier chef, l'enseignement est clair. Ils ne peuvent plus compter sur un producteur bienveillant, ou a minima fiable, pour absorber les chocs à leur place, et la sobriété, l'électrification et la diversification cessent d'être des politiques climatiques pour devenir, littéralement, des politiques de sécurité.

Le baril s'échange toujours autour de 100 dollars le baril, après un pic à 126 dollars le 30 avril et un creux à 69 dollars, le 2 juillet. Washington a annoncé les sanctions les plus dures jamais prises contre l'Iran, tandis que Téhéran menace toujours de bloquer intégralement le détroit d'Ormuz. Six mois après le début du conflit irano-américain, le marché mondial vit au rythme des revirements diplomatiques.

Les ordres de grandeur donnent la mesure du choc. Selon l'Energy Information Administration états-unienne, les volumes de brut et de liquides transitant par Ormuz sont tombés à 5 millions de barils par jour (Mb/j) au deuxième trimestre 2026, contre 21 Mb/j fin 2025. L'Agence internationale de l'énergie (AIE) relève des stocks mondiaux passés sous 8 milliards de barils, en recul de plus de 400 millions depuis fin février. L'offre mondiale de liquides devrait tomber à 101 Mb/j sur l'année 2026, contre 106 en 2025, avant un rebond à 109 Mb/j en 2027 si le détroit rouvre. Le Brent, aux alentours de 90 dollars en moyenne cette année, retomberait alors vers 70 dollars. Derrière ces fluctuations, cette nouvelle crise révèle surtout la déstabilisation des trois premiers producteurs mondiaux, États-Unis, Arabie saoudite et Russie. Chacun se trouve ébranlé selon une logique spécifique, et ces logiques étaient à l'œuvre bien avant Ormuz.

Washington, une puissance sur tapis roulant

Les États-Unis restent de loin le premier producteur mondial, avec un record de 13,6 Mb/j de brut en 2025, et fournissent aujourd'hui, avec le reste du continent américain, la quasi-totalité de la croissance disponible, soit 1,4 Mb/j supplémentaires en 2026, selon l'AIE. Mais cette domination repose sur



un mécanisme fragile, celui du tapis roulant. Un puits de schiste perd autour de 70 % de sa production dès la première année, contre environ 15 % par an pour un gisement conventionnel. L'écrasante majorité des puits forés chaque année ne sert donc pas à croître, mais à compenser le déclin des précédents. Il faut donc courir pour rester immobile.

C'est ici que le comportement du secteur en 2026 devient théoriquement intrigant. La littérature empirique avait établi que le schiste américain répondait vivement au prix. Richard Newell et Brian Prest estimaient l'« élasticité prix » nette de l'offre non conventionnelle autour de 1,2, et Hilde Bjørnland, Frode Nordvik et Maximilian Rohrer, à partir de plus de 16 000 puits du Dakota du Nord, mesuraient une élasticité de 0,3 à 0,9. Cette réactivité avait fait du schiste, dans les années 2010, le nouveau régulateur du marché mondial. Rien de tel cette année. Les budgets d'investissement des principaux exploitants américains ont été fixés en baisse d'environ 5 % pour 2026, et le nombre d'appareils de forage actifs dans le bassin permien est resté stable, alors même que le brut dépassait 100 dollars. L'explication n'est pas géologique.

Après une décennie de croissance à tout prix soldée par des destructions de capital massives, les actionnaires exigent des dividendes plutôt que du volume, la consolidation a remplacé des dizaines d'indépendants agressifs par quelques majors prudentes, et les meilleures surfaces s'épuisent. Un producteur qui ne peut pas moduler son offre à volonté n'est pas un swing producer, mais un preneur de prix particulièrement gros.

Pour preuve, le prix la pompe aux États-Unis bat actuellement des records. Et les récentes annonces concernant le pétrole vénézuélien, présenté par Donald Trump comme un eldorado, n'y changeront rien : son exploitation va requérir des dizaines de milliards de dollars et ne sera rentable qu'avec des prix du baril élevés, à l'encontre de la promesse faite à la base MAGA.

Riyad, une capacité que la géographie confisque

Le cas saoudien est le plus contre-intuitif. Sur le papier, le royaume détient l'arme absolue du marché, une capacité soutenable estimée par l'AIE à 12 Mb/j. C'est elle qui fonde, depuis les années 1980, son statut de « banquier central » du pétrole. Or, il n'a produit que 8 Mb/j en juillet, très loin d'un quota que l'Opep+ a encore relevé, le 2 août, à 10,5 Mb/j pour septembre. Ce n'est pas un choix stratégique. Les barils que Riyad pourrait extraire ne trouvent pas tous de chemin vers le marché. L'oléoduc est-ouest (désormais endommagé, ndlr), qui contourne Ormuz vers le port de Yanbu, sur la mer Rouge, tourne à sa capacité maximale de 7 Mb/j, ce qui a fait passer les flux de Bab el-Mandeb de 5 à 8 Mb/j.

Mais ce contournement est à son tour menacé par le blocus des houtistes, alliés de l'Iran, et les routes de repli par Suez ou par l'oléoduc Sumed sont plus lentes, plus chères et de capacité limitée. La leçon de 2026 tient en une phrase : la capacité de production ne vaut que ce que valent les infrastructures d'évacuation, et une réserve stratégique enfermée derrière un détroit hostile n'est pas

un instrument de puissance, mais un actif entravé, d'une valeur perçue incertaine dans les années prochaines. Autrement dit, importer du pétrole et ses dérivés du Moyen-Orient sera perçu comme présentant une prime de risque élevée et probablement durable.

Paradoxe saoudien

S'y ajoute une contrainte budgétaire structurelle. Le Fonds monétaire international situe le prix d'équilibre budgétaire saoudien autour de 86 dollars, davantage encore si l'on intègre les dépenses du fonds souverain (Public Investment Fund, PIF). Le déficit du seul premier trimestre de 2026, 125 milliards de riyals (soit 29 milliards d'euros), a consommé les trois quarts de la cible annuelle, tandis qu'Aramco maintenait un dividende de base de 22 milliards de dollars par trimestre au prix d'un recours croissant à la dette. On retrouve la logique de l'État rentier, décrite par Hazem Beblawi et Giacomo Luciani, où la légitimité se construit sur la capacité de redistribution plutôt que sur l'impôt, ce qui rend la dépense publique très rigide. Bassam Fattouh, Rahmatallah Poudineh et Rob West illustrent la difficulté propre à notre période. Pour un exportateur, la diversification est la seule protection contre la transition énergétique, mais elle doit être financée par la rente que cette transition menace. Diversifier coûte cher, et cela se paie en pétrole. Autrement dit, la sortie de la dépendance pétrolière exige, pendant la transition, une dépendance pétrolière renforcée.

(A suivre)

TUNISIE

Les recettes touristiques et les transferts de la diaspora frôlent les 14 milliards de dinars

Les recettes touristiques et les revenus du travail poursuivent leur progression en Tunisie. Selon les données de la Banque centrale de Tunisie (BCT), arrêtées au 10 octobre 2026, les recettes touristiques cumulées ont atteint 6,68 milliards de dinars, tandis que les transferts des Tunisiens résidant à l'étranger se sont établis à 7,17 milliards de dinars. Au total, les recettes touristiques et les revenus du travail représentent 13,85 milliards de dinars au 10 octobre 2026. Les recettes touristiques, qui constituent une source importante de devises pour l'économie nationale, ont enregistré une augmentation de 260 millions de dinars, soit une progression de 4,1 % par rapport à leur niveau enregistré à la même période de l'année précédente. De leur côté, les transferts de la diaspora tunisienne, qui représentent également une source importante de ressources extérieures pour le pays, ont atteint 7,17 milliards de dinars, contre 6,84 milliards de dinars à la même date en 2025. La hausse s'est établie à 324 millions de dinars, soit 4,7 %. Cette progression contribue aux entrées de devises du pays, sans toutefois permettre, à elle seule, de conclure à une amélioration des réserves de change ou de la balance des paiements.

R I.

MAURITANIE

Une croissance économique de 4,7 %, attendue en 2026, portée par le gaz et les minerais

L'économie mauritanienne devrait enregistrer une croissance comprise entre 4,6 % et 4,7 % en 2026, selon les prévisions de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI), soutenue principalement par le développement de la production gazière et les performances des secteurs miniers. La Banque mondiale table sur une progression du produit intérieur brut (PIB) de 4,6 %, tandis que le FMI prévoit une croissance de 4,7 %, dans un contexte marqué par la montée en puissance des activités extractives. Ces perspectives sont notamment liées à l'entrée en production du champ gazier Grand Tortue Ahmeyim (GTA), exploité conjointement par la Mauritanie et le Sénégal, qui devrait contribuer à l'augmentation des exportations et des recettes nationales.

Les secteurs du fer et de l'or devraient également soutenir cette dynamique économique, malgré la persistance des pressions inflationnistes et les défis structurels liés à la diversification de l'économie mauritanienne.

R I.

ÉGYPTE

Les transferts des Egyptiens de l'étranger atteignent 33,9 milliards \$ sur les huit premiers mois de 2026

Sur le seul mois d'août 2026, ces transferts ont progressé de 21,7 % sur un an, pour s'établir à environ 4,2 milliards de dollars, contre 3,5 milliards en août 2025, soit une hausse d'environ 700 millions de dollars, selon la BCE.

Les transferts des Egyptiens travaillant à l'étranger ont augmenté de 27,2 % au cours des huit premiers mois de 2026, pour atteindre un niveau record de 33,9 milliards de dollars, contre 26,6 milliards durant la même période de 2025, a annoncé mardi 13 octobre la Banque centrale d'Egypte (BCE). Sur le seul mois d'août 2026, ces transferts ont progressé de 21,7 % sur un an, pour s'établir à environ 4,2 milliards de dollars, contre 3,5 milliards en août 2025, soit une hausse d'environ 700 millions de dollars, selon la BCE. Ces transferts constituent une importante source de devises étrangères pour l'économie égyptienne, aux côtés des recettes du canal de Suez et des revenus du tourisme. Depuis le 9 août 2026, le dollar se main-

tient au-dessus de 50 livres égyptiennes, oscillant entre 51 et 52 livres, malgré les tensions régionales et les pressions sur le marché des changes. Malgré la hausse des transferts des Egyptiens de l'étranger, qui contribue à renforcer les entrées de devises, le taux de change reste également tributaire de la demande de dollars pour financer les importations et les autres paiements extérieurs, ainsi que de l'évolution des flux de capitaux étrangers.

Des initiatives pour faciliter les transferts

En 2025, la BCE et plusieurs institutions publiques ont lancé des initiatives visant à améliorer les services destinés aux Egyptiens résidant à l'étranger et à encourager le

recours aux canaux financiers officiels. En coopération avec le ministère des Affaires étrangères, la BCE a notamment lancé l'initiative « Ouvrez votre compte en Egypte », qui permet aux Egyptiens de l'étranger d'ouvrir un compte auprès de la Banque nationale d'Egypte ou de la Banque Misr par l'intermédiaire des ambassades et des consulats, afin de faciliter leurs démarches bancaires et administratives. Par ailleurs, les transferts instantanés ont été développés grâce à l'application Insta-Pay, avec l'activation du service de réception immédiate des transferts de fonds internationaux dans l'ensemble des banques égyptiennes via le réseau de paiements instantanés lancé en mars 2022.

R I/Agence

FMI

L'économie saoudienne paie le prix du conflit régional

Selon le Fonds monétaire international (FMI) le royaume saoudien devrait connaître un recul de son activité au moment où les attaques des Houthis du Yémen redoublent. Ryad ne connaît que peu de répit depuis une semaine, avec des frappes quasi-quotidiennes de la part des Houthis, ces combattants pro-iraniens. Lundi dans la soirée, de fortes explosions y ont encore retenti, cette fois précédées – pour la première fois depuis des semaines – d'un mes-

sage des autorités envoyé sur les téléphones des habitants, les appelant à se réfugier « dans un endroit sûr, à l'écart des fenêtres et portes ». Sur la scène d'un forum économique qui se tenait au même moment, le ministre saoudien des Ressources humaines Ahmad ben Souleïmane al-Rajhi n'a pas bougé : « On ne sort pas », a-t-il dit au public après avoir regardé son téléphone. Les Houthis, dont le conflit avec les forces gouvernementales yéménites et Ryad s'est réveillé en juillet, ciblent les sites énergétiques saou-

diens, les pétroliers saoudiens dans la mer Rouge – la voie d'exportation alternative du royaume – ainsi que les aéroports, particulièrement celui de la capitale. Une attaque samedi y a fait 13 morts et des centaines de blessés, la plus meurtrière sur le sol saoudien en plus de dix ans. Ryad payait déjà le prix du conflit régional, et notamment du verrouillage par l'Iran depuis le début du conflit régional du détroit d'Ormuz, voie maritime essentielle pour le commerce de pétrole et gaz. Premier exportateur de brut mondial

et plus grande économie du Moyen-Orient, l'Arabie saoudite devrait selon le FMI terminer l'année sur une contraction de 3,3% de son PIB, 5 points de moins que la précédente prévision, en juillet. Une baisse toutefois moindre que celle à deux chiffres attendue dans d'autres pays du golfe. L'estimation ne tient pas compte des dernières attaques ni de la prise de contrôle par les Houthis du détroit de Bab el-Mandeb.

R I.

MAURITANIE

Le projet Moudoun n'a pas livré tous ses secrets

Le Projet d'appui à la décentralisation et au développement des villes intermédiaires productives (Moudoun), financé conjointement par le gouvernement mauritanien et la Banque mondiale à hauteur de 71 millions de dollars, suscite toujours des interrogations sur les conditions de son exécution. Son ancien directeur se défend toujours d'avoir été écarté en raison de sa gestion. Parmi les infrastructures réalisées dans le cadre de ce programme figure le centre d'enfouissement technique (CET) de Rosso, dont le marché a été attribué à la société Tawfigh pour un montant de 1,27 milliard d'anciennes ouguiyas. Lancé pour la période 2020-2025, le projet Moudoun bénéficie d'un financement de 66 millions de dollars sous forme de don de la Banque mondiale, complété par une contribution de l'État mauritanien. Il couvre sept villes et localités — Rosso, Sélibaby, Kiffa, Aïoun, Néma, Bassiknou et Adel Bagrou —

ainsi que le camp de réfugiés de M'Berra. Son objectif est de soutenir la décentralisation, de renforcer les infrastructures urbaines et d'améliorer les conditions de vie des populations. Le lancement de ce projet gigantesque a été fait en 2023 par l'ancien ministre, Ousmane Mamadou Kane. Toutefois, l'exécution du programme aurait été marquée par plusieurs difficultés, notamment des défaillances techniques présumées, des interrogations sur le respect des engagements contractuels et des soupçons d'irrégularités dans la gestion de certains marchés. Les responsabilités évoquées dans ce dossier ne semblent pas avoir été entièrement éclaircies, soulevant des questions sur le rôle des différents intervenants dans la réalisation et le contrôle des ouvrages dont certains. Le centre d'enfouissement technique de Rosso constitue l'un des volets sensibles de cette affaire. Inaugurée en 2024 sous le patronage du président Mohamed Ould Ghazouani, cette

infrastructure devait apporter une réponse durable au problème des déchets solides, améliorer l'assainissement urbain et contribuer à la protection de l'environnement. L'attribution du marché a été faite à la société Tawfigh, pour une enveloppe de 1,27 milliard d'anciennes ouguiyas. Depuis les questions fusent sur le respect du cahier des charges, la qualité des travaux, les modalités de réception et le fonctionnement effectif de l'installation constituaient autant de points qui méritaient d'être examinés. Au-delà du cas de Rosso, le dossier Moudoun relance la question de la transparence dans la gestion des projets financés sur fonds publics et par les partenaires internationaux. La publication des audits, des conclusions des missions de contrôle et des éventuelles décisions prises à la suite des dysfonctionnements signalés permettrait de mieux cerner les responsabilités et d'évaluer les résultats obtenus au regard des sommes engagées.

R I.

ANACARDE EST-AFRICAINE

Comment les principaux producteurs abordent la campagne 2026/2027

L’Afrique de l’Est est le deuxième bassin de production d’anacarde du continent, après l’Afrique de l’Ouest. Dans la sous-région, la production est principalement portée par la Tanzanie et le Mozambique, qui entrent progressivement dans la campagne de commercialisation 2026/2027.

Après une campagne de commercialisation 2025/2026 marquée par une hausse globale de la récolte de noix de cajou et des volumes commercialisés, l’heure est désormais aux préparatifs de la nouvelle saison en Afrique de l’Est. Tour d’horizon des perspectives de production en Tanzanie et au Mozambique, deux pays qui représentent ensemble environ 98 % de l’offre régionale. En Tanzanie, la campagne de commercialisation des noix de cajou 2026/2027 est entrée dans sa phase opérationnelle en octobre. Initialement prévues le 19 octobre, les enchères nationales ont été avancées au 12 octobre par le Conseil tanzanien de la noix de cajou (CBT). Le régulateur table sur une production de 750 000 tonnes de noix brutes pour la campagne 2026/2027, après une récolte de 618 497 tonnes enregistrée en 2025/2026. Si cette prévision se concrétise, elle correspondrait à une progression de 21,3 % sur un an et marquerait un nouveau record pour la filière. Les perspectives d’amélioration de la production reposent également sur les mesures de soutien aux producteurs annoncées en amont de la campagne. Le 27 avril, le média local The Citizen rapportait le lancement par le gouvernement d’un programme de distribution gratuite d’intrants agricoles destiné à 549 936 producteurs répartis dans cinq régions. Selon les données du CBT, le dispositif prévoyait la distribution de 51 000 tonnes de soufre en poudre et de 6 millions de litres de pesticides liquides afin de lutter contre les maladies et les ravageurs.

Des difficultés d’approvisionnement en soufre subventionné étaient toutefois encore signalées le 30 juin dans plusieurs zones productrices, notamment à Mtwara et à Lindi. Leur incidence sur les rendements de la campagne 2026/2027 reste à déterminer. Au-delà de l’augmentation des volumes, les autorités veulent renforcer les capacités de stockage et de transformation. Selon des informations relayées le 2 septembre par le média local Tanzania Business Journal, plusieurs infrastructures sont en cours de développement, notamment des entrepôts à Manyoni, à Tunduru et dans le port de Mtwara.

Mozambique : un prix en hausse, une récolte attendue en baisse

Au Mozambique, le prix de référence de la noix de cajou au producteur a été fixé à 48 meticals (0,75 dollar) par kilogramme pour la campagne de commercialisation 2026/2027, contre 45 meticals lors de la précédente, soit une hausse de 6,7 %. L’annonce a été faite le 7 octobre par le ministre de l’Agriculture, de l’Environnement et de la Pêche, Roberto Mito Albino, à l’issue d’une réunion du Comité des amandes réunissant les autorités, les producteurs et les représentants de l’industrie, selon l’Institut des amandes du Mozambique (IAM). Les perspectives de récolte sont toutefois moins favorables. Selon des projections rapportées le 8 octobre par le média local Jornal Notícias, la production de noix de cajou est attendue à 146

000 tonnes pour la campagne 2026/2027, contre 204 000 tonnes produites et commercialisées lors de la précédente. Cette prévision à la baisse reste toutefois à confirmer auprès de l’IAM. Dans ce contexte, les autorités entendent renforcer la lutte contre la contrebande, qui prive l’État de recettes fiscales et détourne une partie des volumes des circuits déclarés. Selon les estimations de l’IAM, environ 35 000 tonnes de noix de cajou brutes ont été exportées illégalement au cours des trois dernières années, occasionnant un manque à gagner estimé à 457 millions de meticals. Pour la campagne 2026/2027, le gouvernement annonce vouloir durcir les sanctions contre les entreprises impliquées dans ces pratiques, en privilégiant les poursuites pénales plutôt que de simples amendes administratives. Parallèlement, le ministère de l’Agriculture a décidé de porter à 22 % le taux de la taxe dite de survalorisation à l’exportation, contre 18 % auparavant. Cette décision traduit une volonté de renforcer les incitations à la transformation locale des noix de cajou en rendant leur exportation à l’état brut moins avantageuse pour les opérateurs. Elle pourrait toutefois aussi accroître les incitations à contourner les circuits officiels. Dans les deux pays, les résultats de la campagne dépendront de la capacité des filières à sécuriser les approvisionnements, à préserver la qualité des noix et à maintenir les volumes dans les circuits officiels.

R I/Agence

TOGO

5 milliards FCFA de l’Allemagne pour financer les projets dans 35 communes

Au Togo, le Programme d’appui au financement des communes (PAFC) franchit une nouvelle étape. Mardi 13 octobre 2026 à Lomé, des conventions de financement ont été signées avec 35 communes des régions de la Kara, Centrale et des Plateaux, pour un montant total de 5,17 milliards FCFA. Les ressources proviennent de la coopération allemande, à travers la banque de développement KfW. Les communes bénéficiaires ont été retenues à l’issue du premier appel à projets du programme. Les finance-

ments doivent servir à réaliser des infrastructures répondant aux besoins prioritaires des populations, notamment dans les domaines de l’éducation, de la santé, des équipements marchands et du développement socio-économique. Les projets sélectionnés intègrent également des mesures de sécurisation foncière ainsi que des exigences environnementales et sociales. Leur mise en œuvre reposera sur le mécanisme de maîtrise d’ouvrage assistée, qui prévoit un accompagnement technique des collectivités afin de renfor-

cer leurs capacités à conduire les investissements. Dans la commune de Tchaoudjo, par exemple, les ressources mobilisées permettront de moderniser le marché local afin d’offrir aux commerçants des espaces mieux adaptés à leurs activités. Lancé en août 2025, le PAFC bénéficie d’un don de 20 millions d’euros, soit environ 13,1 milliards FCFA, accordé par l’Allemagne. La KfW assure le volet financier de cette coopération, tandis que la GIZ intervient sur le plan technique. Le programme

couvre 69 communes des régions de la Kara, Centrale et des Plateaux et vise à renforcer le mécanisme national de financement des collectivités territoriales. Pour la KfW, cet appui doit contribuer à renforcer les capacités des communes à mobiliser et à utiliser efficacement les ressources destinées aux investissements locaux. L’objectif est d’améliorer la fourniture des services de proximité et les conditions de vie des populations.

R I.

RWANDA

19 millions \$ pour poursuivre la numérisation de l’administration

Avec plus de 250 services publics numériques introduits ou modernisés, le Rwanda a dépassé l’objectif initial de son programme de transformation numérique. Certaines infrastructures liées au partage des données entre administrations et à la cybersécurité restent toutefois à finaliser. Le Parlement rwandais a ratifié un financement de 17 millions d’euros, soit environ 19 millions de dollars, de l’Association internationale de développement (IDA), l’organisme de la Banque mondiale. Annoncée le jeudi 8 octobre 2026 par le ministre d’État chargé du Trésor national, Godfrey Kabera (photo), cette enveloppe vise à soutenir la poursuite du programme d’accélération numérique dans les domaines de l’identité numérique, de la gestion des données publiques et de la cybersécurité. Ce financement permet de restaurer des cré-

ditions annulés en 2024, lorsque le Rwanda avait réduit de 20 millions de dollars l’enveloppe initiale de l’IDA pour réaffecter ces ressources à d’autres opérations. Cette coupe budgétaire avait affecté plusieurs composantes du projet, suspendant temporairement l’accès à des appareils numériques abordables, les programmes de cybersécurité et la protection des données personnelles.

Une extension du calendrier jusqu’en 2028

Lancé en 2021 avec une dotation initiale de 200 millions de dollars, partagée à parts égales entre l’IDA et la Banque asiatique d’investissement dans les infrastructures (AIIB), le Digital Acceleration Project poursuit trois objectifs : élargir l’accès au haut débit, développer les services publics numériques et soutenir l’entrepreneuriat technologique. Le pro-

gramme a déjà permis d’introduire ou de moderniser 258 services publics en ligne, dépassant ses prévisions de départ, selon le document de suivi publié par la Banque mondiale. Cette progression ne signifie pas que toutes les infrastructures sont opérationnelles. Le Government Data Hub, conçu pour organiser les informations publiques et faciliter leur échange entre administrations, reste à finaliser. La procédure de sélection d’un prestataire a dû être relancée après que les candidatures reçues ont été jugées insuffisamment qualitatives, tandis que les activités liées à la sécurité des données étaient encore en cours de passation. Pour mener à bien ces chantiers, le calendrier du programme a été officiellement prolongé jusqu’au 30 juin 2028, contre une clôture initialement prévue en décembre 2026.

R I.

TOGO-CHINE Pékin et Lomé élèvent leur partenariat au rang de communauté d’avenir partagé

Le président du Conseil togolais, Faure Essozimna Gnassingbé, a rencontré mardi 13 octobre 2026 à Pékin le président chinois, Xi Jinping, dans le cadre de sa visite officielle en Chine. À l’issue de leurs échanges, les deux dirigeants ont annoncé le relèvement des relations bilatérales au rang de « communauté d’avenir partagé Chine-Togo à l’ère nouvelle ». Cette évolution vise à approfondir les liens entre les deux pays et à ouvrir de nouvelles perspectives de coopération. Pour Lomé, l’enjeu sera de traduire ce rapprochement diplomatique en investissements, en emplois et en transferts de compétences, dans un contexte de renforcement des relations économiques entre les deux pays. En 2025, les échanges commerciaux entre le Togo et la Chine ont atteint 5,43 milliards de dollars, en hausse de 55 % sur un an, selon des chiffres communiqués par l’ambassadrice de Chine au Togo, Wang Min. La Chine demeure le premier fournisseur du pays. En septembre 2024, les deux pays avaient déjà élevé leurs relations au rang de partenariat stratégique global. Lors de son séjour, Faure Gnassingbé a également exploré des pistes de coopération dans l’agriculture, les infrastructures et les technologies. Dans la province du Shaanxi, il a visité un parc de démonstration de l’agriculture intelligente qui mobilise notamment l’intelligence artificielle et la robotique pour optimiser la production. Un mémorandum d’entente a également été signé entre cette province chinoise et la région de la Kara, afin de renforcer leur coopération décentralisée.

Le port et l’industrie au cœur des priorités

À Xiamen, le 11 octobre, le dirigeant togolais a notamment abordé les enjeux de sécurité maritime, de gouvernance des océans et de coopération autour de la diversité biologique marine. Les échanges ont aussi porté sur la prospérité des zones industrielles. Au-delà de ces annonces, l’enjeu pour Lomé sera de concrétiser les orientations retenues par des projets financés, des partenariats industriels et des transferts de technologies. La progression des échanges commerciaux témoigne du rapprochement entre les deux pays, mais ne suffit pas, à elle seule, à mesurer ses retombées sur la production locale, l’emploi ou le rééquilibrage des échanges.

R I.

BOURSE ZURICH

Le SMI conforte ses gains à l’approche de la mi-journée

La Bourse suisse étoffait ses gains mercredi à l'approche de la mi-journée. Demeurant prudents, notamment face à une situation toujours tendue au Moyen-Orient et ses effets sur les prix du pétrole, les investisseurs attendent désormais la publication dans l'après-midi de l'inflation américaine en septembre.

Alors que John Williams, président de la Fed de New York, a estimé mardi qu'une dernière hausse des taux pourrait suffire cette année, l'attention se porte désormais sur les prix à la consommation américains, attendus en hausse de 0,6% sur un mois, observe John Plassard, associé de la banque Cité Gestion. La publication de l'inflation pourrait rapidement modifier les anticipations monétaires. Sur le front des premières informations macroéconomiques du jour, les exportations chinoises ont bondi en septembre, rapprochant l'Empire du Milieu d'un excédent commercial record en 2026. Au risque de raviver les critiques de Washington et Bruxelles sur le déséquilibre des échanges. Les investisseurs se pencheront encore mercredi sur la publication du livre beige (Beige Book) de la Réserve fédérale américaine.

Majorité de vert

Du côté de la Bourse suisse, le SMI, après un démarrage poussif, s'est rapidement repris étoffant peu à peu ses gains pour franchir vers 10h00 le seuil des 14'000 points. Vers 10h40, l'indice phare notait à 14'008,58 points, soit une hausse de 0,58%. Le SLI gagnait lui

0,59% à 2256,69 points et l'indicateur élargi SPI tout autant à 19'841,71 points. Sur les trente valeurs constitutives du Swiss Leader Index, elles n'étaient plus que quatre à perde du terrain, les vingt-six autres en gagnant. Le sous-traitant pharma Lonza (+2,3%) restait solidement installé sur la plus haute marche du podium provisoire, après avoir relevé ses objectifs de croissance organique et ses ambitions financières à moyen terme lors d'une journée des marchés de capitaux. Le groupe bâlois devançait le spécialiste des soins ophtalmiques Alcon (+1,9%) et le cimentier américain Amrize (+1,6%). Le gestionnaire d'actifs Partners Group (+1,5%) était aussi recherché, se distinguant avec le gestionnaire de fortune Julius Bär (+0,9%) et l'assureur-vie Swiss Life (+0,2%), comme les seules valeurs financières du SLI à évoluer dans le vert. Le numéro un helvétique des télécoms Swisscom (+0,8%) était aussi bien placé, le Tribunal administratif fédéral (TAF) ayant accepté un recours de l'opérateur et annulé une décision de la Commission de la concurrence qui avait infligé au géant bleu une sanction de 18 millions de francs suisses en raison des modalités de déploiement de son réseau de fibre optique.

Givaudan (+0,2%) progressait également, le titre du numéro un mondial des arômes et parfums tirant profit de relèvements d'objectifs de Barclays et CFRA. Les quatre poids lourds de la cote évoluaient aussi dans le vert, emmenés par le géant pharma Novartis (+0,9%), devant le numéro un mondial de l'alimentation Nestlé (+0,7%), l'autre masdodonte pharma Roche (+0,7%) et le groupe d'électrotechnique ABB (+0,5%). Dans le vert de justesse, le spécialiste des soins dermatologiques Galderma Group (+0,03%) peinait encore à convaincre les investisseurs après avoir fait part de l'acquisition de son concurrent américain ZO Skin Health pour 1,5

milliard de dollars. En bas de tableau, Swiss Re (-1,4%) conservait la lanterne rouge, Jefferies ayant abaissé son objectif et sa recommandation, cette dernier passant de "Hold" à "Underperform". Exceptés Partners Group, Julius Bär et l'assureur-vie Swiss Life, les valeurs financières étaient à la peine, les assureurs Helvetia-Baloise et Zurich Insurance cédant respectivement 0,4 et 0,1%. Le numéro un bancaire helvétique UBS lâchait aussi 0,1%. Sur le marché élargi, le spécialiste des systèmes de fixation Bossard bondissait de 3,1% à la faveur de l'annonce d'une hausse de ventes supérieures aux attentes au 3e trimestre.

R.I.

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales clôturent en baisse

Les Bourses mondiales ont clôturé en baisse jeudi, prises entre le repli du secteur des semi-conducteurs et les publications trimestrielles mitigées des grandes banques américaines et de LVMH, numéro un du luxe. Paris et Francfort ont tous deux cédé 0,07 %. Londres a perdu 0,06 %. Milan a grappillé 0,04 %. A New York, le Dow Jones a perdu 0,35 %, l'indice Nasdaq a reculé de 0,15 % et l'indice élargi S&P 500 a terminé non loin de l'équilibre (-0,02 %). L'attention des opérateurs se reporte désormais sur les chiffres de l'inflation aux États-Unis (indice CPI) pour le mois de septembre, attendus mercredi avant l'ouverture de Wall Street. L'indicateur pourrait rebattre les cartes quant aux attentes sur l'avenir de la politique monétaire américaine. Pour le moment, la grande majorité des acteurs du marché tablent sur un statu quo lors de la prochaine réunion de la banque

centrale américaine (Fed) en octobre, puis sur une hausse à l'issue du dernier rendez-vous de l'année, début décembre. Le rendement à échéance dix ans des emprunts de l'État américain évoluait à 5,21 % vers 20H45 GMT, contre 5,24 % vendredi en clôture. Il était resté fermé lundi en raison d'un jour férié (Columbus Day). Côté énergie, le gaz européen a dépassé pour la première fois depuis 2022 les 87 euros la mégawattheure, sur fond de ruptures d'approvisionnement en provenance du Golfe et de réserves allemandes faibles. Vers 20H45 GMT, le contrat à terme du TTF néerlandais, référence du gaz pour l'Europe, grimpait de 3,05 % à 86,92 euros. Le pétrole a clôturé en ordre dispersé : le prix du baril de Brent a perdu 0,90 %, à 105,69 dollars et le baril de West Texas Intermediate (WTI) s'est octroyé 0,43 %, à 94,14 dollars.

APS

ASIE

Les Bourses s’ouvrent en hausse

Les Bourses asiatiques ont ouvert en hausse mercredi, les investisseurs s'efforçant de rattraper les fortes baisses enregistrées la veille pour les valeurs tech, tandis que les cours du pétrole repartaient à la hausse, dans le sillage des développements géopolitiques au Moyen-Orient. Vers 03H15 GMT, l'indice Kospi de la Bourse de Séoul, le plus impacté mardi par le recul de la tech

en raison du poids des géants Samsung et SK hynix dans sa capitalisation, reprenait des couleurs, gagnant 2,03 % à 6.157, 58 points. A Tokyo, l'indice de référence Nikkei progressait de 0,61 % à 68.193, 13 points. L'indice Taiex de la Bourse de Taipei était en hausse (+ 1,37 %), tout comme l'indice composite de la Bourse de Shanghai (+0,26 %). L'indice Hang Seng de la Bourse de Hong Kong

prenait lui aussi 0,33 % à 24.424,53 points. Ces gains ont été encouragés par l'espoir de voir la Réserve fédérale américaine (Fed) renoncer à de nouvelles hausses de taux l'année prochaine, après que le président de la branche régionale de New York a laissé entendre que le comité de politique monétaire pourrait faire une pause après un ultime relèvement cette année. Il a assuré que

certaines signaux indiquent un repli de l'inflation vers l'objectif de 2 % de la Fed l'année prochaine, à mesure que s'estompent les effets des droits de douane et du choc sur les prix de l'énergie. Tous les regards sont tournés vers la publication des chiffres des prix à la consommation attendus plus tard mercredi, qui pourraient s'avérer déterminants pour savoir si la banque centrale décidera de rele-

R.I.

COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN



COTATION COMMERCIALE D’OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 14 Octobre 2026
Valeur : 16 Octobre 2026

BASE	DEVISES		COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR	134.4209	134.4359
1	EUR	EURO	150.3901	150.4203
1	GBP	POUND STERLING	177.9938	178.0372
100	JPY	JAPANESE YEN	84.8670	84.8819
1	CNY	CHINESE YUAN	20.0811	20.0839
1	CHF	SWISS FRANC	161.3309	161.4264
1	CAD	CANADIAN DOLLAR	94.4564	94.4869
1	DKK	DANISH KRONE	20.1193	20.1230
1	SEK	SWEDISH KRONA	13.4627	13.4654
1	NOK	NORWEGIAN KRONE	14.1040	14.1076
1	AED	UAE DIRHAM	36.5990	36.6051
1	SAR	SAUDI RIYAL	35.7893	35.7971
1	KWD	KUWAITI DINAR	435.8654	436.0555
1	TND	TUNISIAN DINAR	44.6994	45.1486
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM	13.8481	13.8497
1	LYD	LIBYAN DINAR	20.8437	20.9506
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA	3.3555	3.3659
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS	181.8245	181.8245

ITALIE ET RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

Un partenariat renforcé dans les domaines de l'économie

L'Italie et la République dominicaine entendent renforcer leur coopération dans les domaines politique, économique, commercial, judiciaire, sécuritaire et de défense, ainsi que dans les secteurs universitaire, culturel, scientifique, technologique, sportif et social.

C'est ce qu'indique la Déclaration de partenariat renforcé signée aujourd'hui, 14 octobre, à la Farnesina, par le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale. fourmiOnio Tajani, et par le président de la République dominicaine, Luis Abinader, Visite en Italie. Cet accord s'inscrit dans le cadre de la revitalisation des relations bilatérales avec les pays d'Amérique latine et des Caraïbes. Dans ce document, les deux pays affirment leurs liens politiques, économiques, sociaux et culturels étroits et croissants, grâce notamment aux communautés présentes sur leurs territoires respectifs. Ils réaffirment également leur engagement commun en faveur de l'État de droit, de la bonne gouvernance et de l'équité sociale, ainsi que du respect de la Charte des Nations Unies. Sur le plan politique, la déclaration reconnaît l'efficacité du Mécanisme de dialogue politique, actif depuis 2022 aux niveaux des sous-secrétaires d'État et des vice-ministres. Ce mécanisme s'est réuni à deux reprises à ce jour, le 31 mai 2022 à Rome et le 30 août 2023 à Saint-Domingue, et les deux pays entendent maintenir ses réunions régulières. Ils s'engagent également à renforcer leur coordination au sein des instances multilatérales et, lorsque cela est possible, à promouvoir un soutien mutuel aux candidatures auprès des organisations internationales. Sur le plan économique, Rome et Saint-Domingue entendent dynamiser le commerce, notamment par le biais des chambres de commerce et de la Chambre de commerce italo-dominicaine, et promouvoir les investissements et les

collaborations entre les petites et moyennes entreprises (PME). Un déploiement accru du système économique national est prévu, incluant l'Agence pour la promotion à l'étranger et l'internationalisation des entreprises italiennes (ICE), la Cassa Depositi e Prestiti (CDP), SACE, SIMEST, le Centre dominicain pour l'exportation et l'investissement (Prodominicana) et l'Association des industries de la République dominicaine (AIRD), avec la possible participation des banques régionales de développement. Les secteurs prioritaires sont le tourisme et l'hôtellerie, les matières premières critiques, les industries de la défense et de la sécurité, les infrastructures (ports inclus), le transport aérien civil, la construction, la biomédecine, l'agro-industrie, la construction mécanique et l'énergie. Des missions sectorielles, des séminaires, des rencontres d'affaires et des salons professionnels sont organisés. En matière de justice et de sécurité, les deux pays reconnaissent l'importance de la coopération judiciaire et d'enquête dans la lutte contre la criminalité transnationale organisée, la corruption, le blanchiment d'argent et les trafics illicites, y compris ceux du patrimoine culturel. Les actions conjointes s'appuieront sur les accords existants et les programmes de diplomatie juridique – le programme italien Falcone-Borsellino et les programmes européens El Paccto, Eurofront et Copolad III – avec des échanges d'expériences et la formation de personnel technique. La collaboration a également été renforcée dans les domaines de la sécurité, notamment l'aviation civile et l'industrie de

la défense, avec un soutien aux initiatives commerciales en matière d'équipements et de services et la promotion de la coopération entre entreprises et entre gouvernements et entreprises, impliquant les grandes entreprises et les PME de la chaîne d'approvisionnement. Un large éventail de domaines est mis en avant : universités, culture, science et société. Cela inclut les échanges universitaires et les bourses d'études, la recherche et l'innovation, le climat, l'énergie, les transports, l'aérospatiale, les biotechnologies, la cybersécurité et la cyberdéfense, ainsi que le secteur spatial, en particulier l'observation de la Terre pour surveiller et prévenir les catastrophes naturelles. Sont également prévus la diffusion de la langue et de la culture italiennes en République dominicaine et des langues dominicaines en Italie, ainsi que la coopération en archéologie, patrimoine culturel, archives, bibliothèques, littérature, production audiovisuelle et festivals artistiques. Les deux pays entendent promouvoir la mise en œuvre rapide de l'Accord de coproduction cinématographique. Des échanges de jeunes seront également organisés par le biais du service civique universel, du sport, de la coopération entre villes et de l'échange de bonnes pratiques en matière de gestion des catastrophes et de réduction des risques sismiques. La mise en œuvre sera coordonnée par le ministère italien des Affaires étrangères et de la Coopération internationale et le ministère dominicain des Relations extérieures, avec un suivi périodique assuré par les mécanismes bilatéraux existants.

R I.

LE PRÉSIDENT RUSSE POUTINE VLADIMIR

«Il est important d'élargir le dialogue et la coopération dans les secteurs de l'énergie et des combustibles»

Le président russe Vladimir Poutine Vladimir Poutine a souligné la nécessité de renforcer la coopération internationale dans les secteurs de l'énergie et des combustibles, notamment en garantissant la sécurité des voies logistiques. Il l'a déclaré dans un télégramme de bienvenue

aux participants du 9e Forum international « Semaine russe de l'énergie ». « Dans le monde actuel, le développement du dialogue et de la coopération internationaux dans le secteur de l'énergie et des combustibles, y compris la sécurisation des voies logistiques, revêt une importance

particulière », a-t-il affirmé. M. Poutine a exprimé l'espoir que les discussions sur les questions clés du secteur énergétique se poursuivront lors du 8e Sommet des chefs d'État et de gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz, qui se tiendra à Moscou fin octobre. Il a également indiqué

que le programme de la Semaine russe de l'énergie permettra un examen approfondi des perspectives de développement du secteur, se disant confiant dans la mise en œuvre concrète des initiatives proposées par les participants.

R I.

SINGAPOUR

La croissance économique s'établit à 5,4 % au troisième trimestre

L'économie singapourienne a progressé de 5,4 % en glissement annuel au troisième trimestre 2026, un ralentissement par rapport aux 6,2 % enregistrés au trimestre précédent. Selon les estimations préliminaires publiées aujourd'hui par le ministère de l'Industrie et du Commerce, le produit intérieur brut (PIB) trimestriel corrigé des variations saisonnières a augmenté de 1,1 %, contre 1,5 % au deuxième tri-

mestre. Le secteur manufacturier a progressé de 7,5 % en glissement annuel, contre 12,9 % au trimestre précédent, principalement grâce à la croissance des secteurs de l'électronique, de la mécanique de précision, des transports et de l'industrie manufacturière en général. Cependant, le repli de 0,9 % enregistré dans les secteurs de la chimie et du biomédical a contribué à la baisse trimestrielle de ce dernier. Le secteur de la

construction a enregistré la plus forte croissance, avec une hausse de 8,8 % sur un an, contre 6,1 % au deuxième trimestre, grâce à une activité accrue dans les secteurs public et privé. Après correction des variations saisonnières, la croissance s'établit à 3,4 %, après un repli de 2,7 % au trimestre précédent. Le commerce de gros et de détail, ainsi que les services de transport et d'entreposage, ont également progressé, affichant une

hausse de 8 % sur un an, contre 6,9 % au deuxième trimestre. Cette expansion est principalement due au commerce de gros de machines et d'équipements et au transport maritime et aérien. Le ministère précise que ces estimations préliminaires reposent en grande partie sur les données de juillet et août et pourraient être révisées dès que des informations plus complètes seront disponibles.

R I.

BUDGET 2027

Le gouverneur de la Banque de France appelle les parlementaires et l'exécutif à «prendre (leurs) responsabilités»

Les institutions monétaires ne feront pas le travail à la place des politiques. C'est le message ferme adressé mercredi par le gouverneur de la Banque de France, Emmanuel Moulin. Il a invité l'exécutif à assumer ses responsabilités pour faire passer le budget.

Le gouverneur de la Banque de France Emmanuel Moulin a appelé mercredi, lors d'une conférence internationale, le monde politique français à «prendre (ses) responsabilités» pour permettre l'adoption d'un budget, dans une allusion apparente à l'article 49.3 de la Constitution. «Il existe un certain nombre de dispositions dans la Constitution française permettant qu'un budget soit voté ou adopté même sans majorité au Parlement (...) Je ne pense pas que la BCE (Banque centrale européenne) ou la Banque de France puissent faire grand-chose concernant ce processus parlementaire. Les parlementaires et l'exécutif doivent prendre leurs responsabilités», a-t-il déclaré, lors de l'assemblée annuelle du FMI à Bangkok.

L'examen du budget 2027 a démarré ce mardi à l'Assemblée nationale, avec l'ambition de retrouver l'an prochain un déficit à 5% du PIB. Mais son adoption apparaît très incertaine, faute de majorité et à l'approche de l'élection présidentielle l'an prochain.

«Dans la bonne direction»,
rassure la Banque de France

Emmanuel Moulin, qui dirige la Banque de France depuis juin, a jugé que «la plupart des candidats à la présidentielle s'inscrivent dans (une) logique de réduction du déficit». «Les moyens d'y parvenir peuvent être plus ou moins crédibles, mais je pense que, dans l'ensemble, nous avançons dans la bonne direction», a-t-il souligné. Le gouverneur a rappelé que la France était déjà parvenue dans un passé récent à «réduire fortement son déficit», avant le passage à l'euro ainsi qu'entre 2011 et 2019. Cet assainissement passe, selon lui, par des «réformes structurelles», notamment des retraites, qui présentent le «double avantage» de favoriser la croissance et la soutenabilité des finances publiques. Plus tôt dans la matinée, la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva, avait estimé qu'il «faudra du temps» à la France pour ramener sa dette et son déficit à des niveaux pouvant «inspirer confiance» aux marchés. «La France cherche actuellement à adopter un budget qui placerait son déficit et sa dette sur une trajectoire descendante. Il faudra toutefois du temps pour les ramener à des niveaux susceptibles d'inspirer confiance, une entière confiance, tant à la population qu'aux investisseurs», a-t-elle averti.

Agence

Comment les détecteurs d'IA devinent-ils qu'un texte vient de ChatGPT ?

Dans le premier volet d'une enquête concernant les détecteurs d'IA, Pangram et GPTZero ont plutôt bien reconnu les textes entièrement humains ou générés par ChatGPT. Les choses devenaient beaucoup moins claires avec un usage "hybride". On s'est toutefois posé la question : que se passe-t-il vraiment entre le moment où l'on colle quelques centaines de mots dans un détecteur et celui où apparaît un verdict à 97 ou 100 % IA ? Pour le comprendre, il faut déjà oublier une partie de ce que l'on raconte encore sur ces outils...

4^e partie et fin

Même un très faible taux de faux positifs peut poser problème

Le taux de faux positifs est d'ailleurs l'une des métriques les plus importantes pour ces outils. Prenons un exemple fictif, volontairement moins favorable que les chiffres revendiqués aujourd'hui par ces détecteurs d'IA. Imaginons 10 000 copies, dont seulement 100 ont réellement été produites avec une IA. Notre détecteur en retrouve 90 %, mais affiche également 1 % de faux positifs. Il repère donc correctement 90 copies IA. Mais sur les 9 900 copies honnêtes, 99 seront, elles aussi, signalées. Nous obtenons donc 189 alertes, dont plus de la moitié concernent dans cet exemple des étudiants qui n'ont pourtant pas utilisé d'IA.

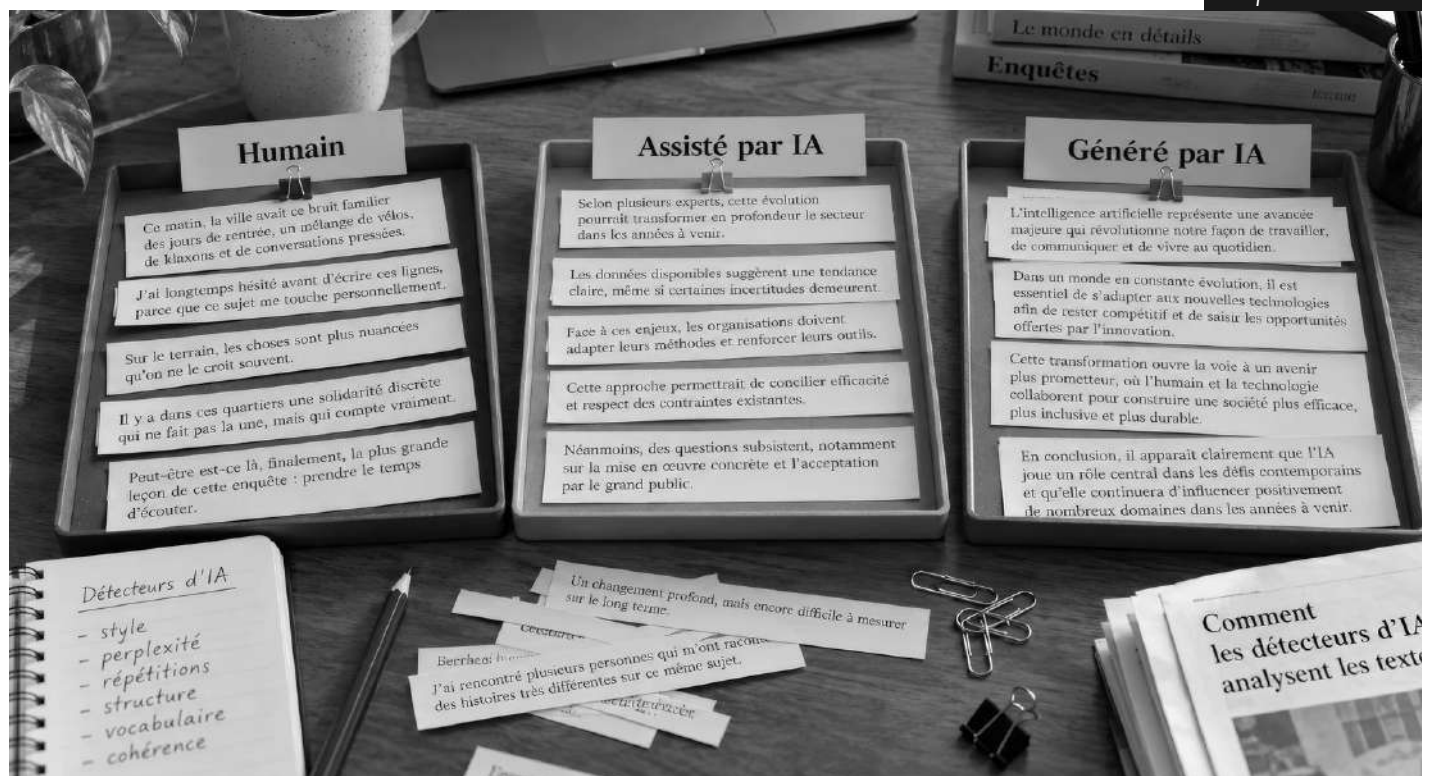
C'est ce qu'on pourrait appeler le problème du taux de base. C'est-à-dire que lorsque le phénomène recherché est rare, même un taux de faux positifs qui paraît faible peut peser lourd dans la population des résultats positifs. Pangram revendique actuellement un taux de faux positifs de 0,0041 %, soit environ un texte sur 24 000, sur son corpus FineWeb anglais d'un million de documents. GPTZero communique également sur des taux de faux positifs très faibles dans ses propres évaluations. Il faut toutefois rappeler qu'il s'agit de résultats publiés par les éditeurs eux-mêmes sur leurs protocoles et leurs corpus d'évaluation.

Pourquoi la fiabilité varie-t-elle autant d'un texte à l'autre ?

Même en étant particulièrement bien entraînés, ces modèles restent confrontés à une limite toute simple, à savoir que les caractéristiques qu'ils apprennent ne constituent pas une signature immuable de l'intelligence artificielle. Une étude publiée en janvier 2026 dans Scientific Reports l'illustre très bien. Deux chercheurs ont entraîné un détecteur spécialisé dans les résumés scientifiques. Sur son jeu de test initial, il repérait 99,8 % de textes IA. Après un passage de paraphrase réalisé avec GPT-4o, cette proportion tombait à 70,4 %. C'est ce qu'on appelle le "rappel", autrement dit la part des textes IA que le détecteur repère correctement. Le détecteur n'avait pas cessé de fonctionner. Les paraphrases ont en réalité suffisamment modifié le vocabulaire et la construction des phrases pour brouiller une partie des indices sur lesquels il s'appuyait. C'est précisément ce qui explique pourquoi les performances peuvent fortement varier d'un texte à l'autre, même avec le même outil.

La langue et le profil de l'auteur peuvent peser

De notre côté, nos essais ont été réalisés en français. Les deux services supportent aujourd'hui la langue de Molière en charge. Cela ne signifie pas que toutes les langues,



tous les niveaux de langue et tous les profils d'auteurs se comportent nécessairement de la même manière. L'un des exemples les plus connus remonte à 2023. Un professeur et ses collègues à Stanford avaient soumis à sept détecteurs 91 dissertations TOEFL (un test standardisé d'anglais, destiné aux non-anglophones) réellement écrites par des personnes non anglophones.

En moyenne, 61,3 % avaient été classées à tort comme générées par IA, contre environ 5 % pour le groupe de rédactions anglophones utilisé en comparaison. La raison est relativement simple, les auteurs avaient notamment relié ce biais à une écriture plus prévisible et à une diversité lexicale moindre chez les non-anglophones, deux caractéristiques qui étaient alors fortement associées à la génération de textes par les modèles d'IA en vogue à ce moment.

Cette étude ne décrit évidemment pas les détecteurs de 2026... Et tout ça risque bien d'évoluer encore et encore, qu'il s'agisse des architectures comme des corpus. Pangram 4 affirme d'ailleurs obtenir zéro faux positif sur ces 91 textes précis dans son évaluation actuelle.

L'expérience reste néanmoins instructive car un modèle peut apprendre des caractéristiques corrélées à un profil d'écriture plutôt qu'à l'utilisation réelle d'une IA si les données sur lesquelles il s'appuie ne permettent pas de séparer correctement les deux.

Quelques phrases donnent moins d'indices que plusieurs pages

La longueur compte également beaucoup. Pangram exige aujourd'hui au moins 50 mots et explique qu'en dessous, il ne dispose pas de suffisamment d'informations pour produire une analyse qu'il juge fiable. GPTZero indique lui aussi que ses résultats sont généralement plus fiables lorsque le volume de texte analysé aug-

mente.

Cela éclaire une particularité de notre premier test. Demain, dès l'aube, de Victor Hugo avait bien été reconnu comme humain par Pangram, mais avec une confiance plus limitée que nos articles plus longs. Il n'y a là rien de très mystérieux : moins il y a de texte, moins le détecteur dispose de signal pour stabiliser son jugement.

Il peut montrer où il a réagi, beaucoup moins clairement pourquoi

Enfin, il restera toujours le problème de la "boîte noire". Dire qu'un réseau neuronal combine énormément de caractéristiques ne signifie pas que ses concepteurs puissent ensuite dresser une liste simple du genre : « cette phrase est classée IA à cause de ce mot, de cette longueur et de cette ponctuation ».

Les outils peuvent fournir des éléments d'interprétation et localiser les passages qui pèsent le plus dans la décision, mais cela répond surtout à « où le modèle a-t-il trouvé un signal important ? » et beaucoup moins à « quelle règle explicite et vérifiable lui permet d'affirmer que ce passage vient d'une IA ? ».

Les zones surlignées par un détecteur ne constituent donc pas une démonstration mot par mot de la provenance du texte.

Le texte final n'est qu'une partie de l'histoire

C'est ici même que ce deuxième volet rejoint le premier. Même avec des millions de documents d'entraînement, un modèle de langage spécialisé, plusieurs classificateurs, des seuils optimisés et un travail important sur les faux positifs, Pangram ou GPTZero restent confrontés à ce qu'on leur donne : la version finale du texte. Ils ne disposent pas de son histoire, de sa genèse et ne peuvent pas connaître le niveau d'implication de l'auteur et son intention derrière la création de ce texte. Le pro-

blème est d'ailleurs similaire dans d'autres domaines, notamment dans le monde de la musique.

Or corriger trois fautes avec une IA, lui demander de réécrire chaque phrase ou lui faire générer un chapitre, voire un livre entier sont trois usages très différents.

Une publication déposée sur arXiv en juin 2026 va dans cette direction. L'équipe de scientifiques à son origine a constitué AITDNA, un corpus de textes réellement co-construits entre humains et IA, avec cette fois leur historique détaillé : modifications successives et interactions avec les modèles. Les chercheurs constatent que plusieurs détecteurs fonctionnent bien pour certaines définitions du « texte IA », mais nettement moins lorsqu'on leur demande de couvrir indistinctement toutes les formes de collaboration entre humain et machine.

Avant même de demander si le détecteur a raison, encore faut-il donc savoir ce que nous voulons qu'il détecte. C'est cette frontière que nous allons continuer à explorer dans les prochains volets de cette enquête, avec des textes plus longs, des degrés d'intervention différents et des situations où l'écriture humaine et la génération automatique se mélangent volontairement.

Car derrière la simplicité apparente d'un bouton « vérifier », le chemin est finalement assez long : texte, tokens, représentations numériques, modèle, classification, scores, seuils, post-traitement, et puis enfin, le verdict. Comprendre cette chaîne permet surtout de mieux cerner la véritable promesse de ces outils. Ils ne découvrent pas qui a écrit un texte : ils estiment à quelle catégorie il ressemble le plus à partir de ce qu'ils ont appris, puis transforment cette estimation en décision. La différence peut sembler technique, pourtant dès qu'un pourcentage devient une accusation, elle ne l'est plus du tout.

"LES GENS EN ONT MARRE DES SUV" Au Mondial de Paris, le grand retour des voitures basses

De grands stands, beaucoup de voitures, européennes ou asiatiques, des concept-cars, des nouveautés, ce Mondial de Paris 2026 s'annonce assez savoureux. Mais un des faits marquants réside aussi dans les silhouettes des différents concepts. Car nombre d'entre eux n'ont rien de gratuit. Or, de la citadine au break de chasse en passant par la berline, bien peu de SUV à se mettre sous la dents pour ces modèles prospectifs. Les prémices de l'après SUV ?



Certes, avec 14 marques dans son portefeuille, Stellantis s'offre autant d'opportunités de ne pas arriver les mains vides dans les grands rassemblements automobiles que compte une année. Il n'empêche, aligner une dizaine de concept-cars pour un salon impressionne. La preuve, aussi, que l'heure n'est plus à l'économie à outrance et que pour contenir l'arrivée des constructeurs chinois, les Européens doivent continuer de faire rêver.

10 concepts cars pour le Mondial de Paris chez Stellantis

C'est tout l'objet des neuf études créées ex-nihilo pour ce Mondial 2026, qui a ouvert ses portes aujourd'hui au grand public. Chez Peugeot, le stand est notamment occupé par les RCZ et E-T16, alors que le public pourra même découvrir Polygon, déjà révélé depuis des mois. En face, DS présente sa Fever, évocation d'une remplaçante à l'actuelle DS 3 qui n'aura jamais trouvé son public.

Tout le contraire de la mythique Citroën 2CV, que les Chevrons remettent au goût du jour avec un concept éponyme qui an-

nonce l'arrivée d'une version de série extrêmement proche pour 2028. Sans parler de la surprise manigancée par Citroën avec une version fourgonnette. Fiat Multiplay et Multiplina ainsi qu'Alfa Romeo Cuorerosso et Opel STX complètent cet inventaire à la Prévert que l'on se régale d'énumérer à chaque fois, comme autant de friandises que Stellantis nous aurait spécialement concoctées pour ce Mondial de Paris.

Beaucoup de concept-cars et très peu de SUV

Mais ce qui frappe le plus n'est pas le nombre ni même la variété des silhouettes, de la Deuche resuscitée au grand coupé 4-portes signé Alejandro Mesonero chez Alfa. C'est plutôt le fait qu'elles soient presque toutes proches de la route. Citadines, coupés, berlines compactes ou longues, hormis le Fiat Multiplay, qui incarne très bien le principe du concept-car en mixant le SUV et le pick-up via une extension de sa cabine à la demande, aucune des études présentées par Stellantis n'est un SUV...

A la veille du Mondial parisien, Thierry Metroz, patron du style DS et "auteur" du

concept DS Fever qui annonce une DS N°3 façon citadine étirée, nous le confie sans sourciller : "les gens en ont un peu marre des SUV. Les citadines dominent les classements et même en électrique, le Tesla Model Y reste devant. Or cette voiture est tout sauf un SUV. Elle est habitable et techno et c'est pour ça que les gens l'achètent".

Galvaudé, l'acronyme SUV renvoie originellement à des voitures qui s'approprient les codes de véhicules baroudeurs sans forcément revendiquer les mêmes compétences hors bitume. Silhouette plutôt carrée, passages de roues en plastique, gros pare-chocs aux extrémités et bien sûr une hauteur de caisse plus élevée que la moyenne. A part une position de conduite surélevée, le Model Y ne coche aucune de ces cases.

De la même manière, la traditionnelle berline à coffre, oubliée d'une majorité de marchés européens, a retrouvé un peu d'allant avec la Model 3, encore une Tesla. Mais comme pour son grand frère, le contenu techno et les autonomies de la voitures ont sans doute beaucoup plus expliqué son succès que son simple statut de berline tricorps.

S'il faut grandement pondérer le propos face à des gammes européennes encore largement composées de SUV, ce Mondial 2026 marque peut-être une envie d'autre chose. Même les constructeurs chinois, armés en SUV pour conquérir le Vieux Continent, n'oublient pas les berlines. Ainsi BYD, Xpeng ou MG, proposent des Seal, P7+ et IM5 plus ou moins réussies.

A quand la fin des SUV dans les ventes ?

Et l'on peut même étendre le constat au groupe Renault, qui a fait renaitre pour un one-off sans lendemain la R8 Gordini et, sans doute de manière plus prospective, l'Alpine A310 ainsi que l'Espace au travers du concept E-Space. Cette nouvelle itération de la voiture à vivre du Losange chausse certes des jantes de 23 pouces, mais personne n'aura manqué sa silhouette de monospace. Tandis que chez Dacia, le Striker remet le break surélevé, autrefois l'apanage de Volvo et Audi, au goût du jour. Pêle-mêle, enfin, les Kia K4, BMW i3 et autres Range Rover GT rappellent que l'après-SUV taraude tous les constructeurs. Reste à attendre la matérialisation dans les ventes.

Couloir				Raillerie				Couche		Fille de Cadmos		Aubergiste	
Cabale		Crochets		Ville de l'Ariège		Collaborés		Amas		Petit oiseau			
												Fleuve d'Afrique	
Garnitures		Chambre d'écluses				Portions							
		Négation											
									Bar		Infanterie territoriale		
Jumeau											Roi de tragédie		
Picrate						Sabre		Vola					
			Courges		Passé							Habitant de l'Arctique	
Chagrins		Enduit						Ancien premier ministre anglais					
		Culotte de grande ampleur											
					Mèche rebelle				l'ara				
					Issus				Invendables				
Biffure	Langue du midi			Arrivée				Branché			Note de musique		
	Perroquet			Brancher							Prairie		
										Oiseau voleur			
						Ton				Longue période			
Hilarités							Thymus de veau	Valeur					
Contour								Vain					
					Requête							Animation	
					Rôder								
Quotc-part	Déchiffrer					Naturel					Roi de Juda		Substances
	Hardiesses												
						Midi							
				Colle		Alcaloïde				Possède			
Âne sauvage l'etit russeau										Humour			
							Entre amis			Initiales pleuses			
		Rosignols					Victoire de Napoléon					I livre sacré	
Couteau		Affluent de la Seine					Hallucinogène				Curium		
											Milliar-dième d'unité		
				Saison	Train de banlieue		Dedans		Enzyme	l'atn-arche biblique			
À côté de		Suite						Troisième personne du singulier		Acide nbonu-cléique			
		Sélénium											
			Sport							Actrice française			
Ijur							Enseigne-ments						

Le Brent à 106,5 dollars le baril

Les cours du pétrole s'affichent en hausse mercredi, dans un marché réagissant aux derniers développements géopolitiques. Dans la matinée, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en décembre, prenait 0,77% à 106,5 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, pour livraison en novembre, gagnait 1,25% à 95,32 dollars.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Quotidien national de l'économie

Eco



Jeudi 15 octobre 2026 <http://www.lesenjeuxco.dz>

Chronique Eco
d'Anouar
El Andaloussi

*L'IA dans tous ses états : de moteur de croissance
à enjeu sociétal*

« Qu'on l'aime, qu'on la déteste ou qu'on la redoute, l'IA s'impose rapidement comme un moteur essentiel dictant les trajectoires de prospérité des pays. » (Discours de K. Georgieva, Directrice Générale du FMI, à l'occasion de la préparation de l'Assemblée annuelle du FMI à Singapour, oct.2026). Elle a plaidé pour une coopération mondiale accrue dans ce domaine ; sinon, son essor pourrait exacerber les inégalités entre les différents pays (on retrouve ici les éternelles ritournelles des institutions internationales : alerter sur les dangers ou les conséquences négatives et en même temps amplifier les tendances). Pour se faire une idée de l'impact immédiat et surtout futur de cette révolution technologique, il suffit de constater qu'à l'échelle mondiale, les investissements dans l'IA rapportés au PIB atteindront les montants consacrés à la construction des réseaux ferrés, des réseaux électriques et des réseaux de télécommunications (repris du journal les Echos du 8/10/2026).

Deux phénomènes liés à l'IA ont surpris tout le monde. D'abord la vitesse avec laquelle l'IA s'est diffusée dans l'économie et la société ; on ne s'attendait pas d'abord à une entrée aussi rapide, tout le monde spéculait sur l'horizon 2030, mais voilà en 2022, ChatGPT violait toutes les barrières et s'installait. Ensuite, la consommation de l'énergie et de l'eau. Ce facteur est souvent occulté. Pour l'illustrer, dans l'état actuel du développement de l'IA, la consommation de l'électricité par les Data Center dépasse celle d'une ville comme Tokyo.

Enfin, le marché du travail a subi un choc dans les pays avancés, particulièrement sur ses segments « services administratifs et techniques standards », « programmation » et le « travail indépendant » comme la traduction-interprétariat, les consultants, notariat, services juridiques....Pourtant il ne s'agit que de l'IA générative.

Pendant au moins deux siècles, la croissance économique a reposé sur trois moteurs : le travail, le capital, et les matières premières. L'introduction de l'électricité a été un accélérateur puissant de la production, de la productivité et de l'innovation. L'internet a aussi

transformé les systèmes productifs et les relations de travail. L'intelligence artificielle est en train d'en inventer un moteur exceptionnellement puissant et rapide, il touche à l'intelligence des objets et peut-être même à l'intelligence humaine, pas pour la remplacer mais pour l'accompagner, voire l'influencer.

L'IA générative n'est plus une promesse, elle est une infrastructure. Comme l'électricité en 1900 ou Internet en 2000, elle ne crée pas un secteur, elle augmente la productivité de tous les secteurs. L'effet multiplicateur est déjà mesurable. Une étude récente du MIT et de Sandford montre : un employé d'un centre d'appel, un développeur ou un consultant junior équipé d'IA gagne entre 14% et 56% de productivité. Ce n'est pas qu'il travaille plus vite, c'est qu'il travaille au niveau d'un senior ; l'IA lui compense son manque d'expérience.

Pour une économie comme l'Algérie, à un niveau relativement modeste sur le plan technologique mais avec une jeunesse formée et connectée, l'enjeu est énorme. Il suffit de fixer la trajectoire et ses défis. Nous n'avons pas besoin de construire dix ans d'expérience industrielle pour être compétitifs sur certains services. L'IA compresses la courbe d'apprentissage.

La naissance de nouveaux produits est la véritable opportunité. On ne vendra plus seulement du pétrole, du phosphate ou des dattes. On vendra des modèles agricoles qui prédisent la récolte à partir d'images satellites, des assistants multilingues qui gèrent la relation client et forment les jeunes, de la maintenance prédictive pour les entreprises. La baisse du coût de l'entrepreneuriat est l'autre opportunité. Il y a dix ans, créer une startup demandait 5 développeurs. Aujourd'hui, il en faut un avec les bons agents IA. C'est une opportunité historique pour les économies en voie de développement qui manquaient de capital. Il est vrai, néanmoins, que le risque n'est pas le chômage de masse, c'est la polarisation : une petite élite qui maîtrise l'IA, et une majorité qui la subit.

Les pays qui gagneront ne seront pas seulement ceux qui ont le plus d'ingénieurs en

IA, mais surtout ceux qui auront le plus vite formé leurs comptables, leurs enseignants, leurs médecins, leurs ingénieurs et leurs fonctionnaires à travailler avec l'IA.

Pour l'Algérie, la question ne doit pas être réduite à : "Faut-il investir dans l'IA ?" Nous y sommes déjà, même si l'effort doit se poursuivre encore dans les équipements informatiques et télécoms pour augmenter le haut débit d'internet. La question est :

"Combien d'heures de formation à l'IA allons-nous mettre dans les programmes des lycées, dans les Instituts de formation professionnelle et dans la fonction publique ? Il faut voir l'IA comme un accélérateur de croissance. Ce sera une croissance tirée par des humains augmentés par l'IA.

Trois institutions ont donné des estimations chiffrées sur la contribution de l'IA au PIB mondial :

- Goldman Sachs : jusqu'à +7% de PIB mondial sur 10 ans, soit près de 7.000 milliards de dollars par an une fois l'adoption généralisée. La Banque précise que l'impact deviendra mesurable aux États-Unis dès 2027.

- FMI : +0,5 point de croissance par an entre 2025 et 2030. C'est l'équivalent d'ajouter l'économie de la Suisse au monde chaque année. Le FMI estime que ce gain l'emporte largement sur le coût carbone des Data Center.

- McKinsey Global Institute : +13.000 milliards de dollars d'activité supplémentaire d'ici 2030, soit 1,2% de croissance additionnelle par an. Pour comprendre l'échelle, McKinsey rappelle que l'IA pourrait faire passer la part des heures de travail automatisables de 50% à 60-70%.

On risque de claironner sur les bienfaits de l'IA et passer sous silence ses impacts négatifs, et qui sont nombreux ; ils sont d'ordre social, voire sociétal, et moral. Et qui mènent tous à la redoutable question « Faut-il ou non réguler l'IA ? ». Le débat est aujourd'hui installé dans les grandes instances mondiales de la régulation. Les grandes institutions multilatérales sont favorables à une régulation mondiale (NU, FMI, Banque Mondiale, Unesco, ...), mais certains pays, à l'instar des USA rejettent totalement une quelconque régulation.

L'impact majeur est lié à la situation que l'on passe d'une société de l'information rare à une société de l'information infinie mais non vérifiable. Le risque n'est pas qu'on croie au faux, c'est qu'on ne croie plus à rien. Et sans vérité commune, pas de contrat social, pas de l'élection, pas de justice. Si l'IA remplace le savoir ou compresse l'expérience, à quoi sert d'étudier ou d'être formé ? L'effort n'aura aucune valeur. On peut rétorquer à ces impacts négatifs par l'argument optimiste : l'IA libère du temps pour ce que la machine ne sait pas faire : juger, accompagner, créer avec intention, prendre soin, se cultiver...

Le deuxième facteur d'impact est celui de la perte de l'intimité. Une IA qui se souvient de tout, qui ne juge jamais, qui répond à la seconde à toutes les questions devient par moment un confident. Pour des millions de jeunes, c'est déjà le cas. On confie à la machine nos sentiments, nos peurs, nos craintes, nos scrupules, qui sont des valeurs morales réservées aux jugements, aux convictions, aux discernements. Il est vrai, la technologie n'a pas de morale.

Le risque est global. Une IA dangereuse développée à Paris peut causer des dégâts à Tokyo en 2 secondes. On ne régle pas Internet pays par pays ou région par région. L'autre camp développe l'argument : "Non, réguler trop tôt tue l'innovation".

Une régulation internationale sera dictée par les plus puissants. Les États-Unis et la Chine ne signeront jamais un traité qui freine leurs champions. Le résultat : on bloque l'Afrique et l'Europe avec des règles, pendant que les autres avancent. La meilleure régulation est l'éducation et la responsabilité locale : apprendre à chaque citoyen à vérifier, obliger chaque entreprise à être responsable de ce que son IA produit, plutôt que d'attendre un gouvernement mondial. Mais réguler, ce n'est pas facile quand on touche aux valeurs, à la morale, aux relations humaines. L'enjeu sociétal n'est pas à négliger. Nous sommes dans une incertitude totale sur ce qui va se produire même à court terme.



الوزارة
التعليمية



الزاعمى الشرفى

تحت الرعاية السامية لرئيس الجمهورية
السيد عبد المجيد تبون

في الذاكرة جذور الغد



الطبعة الثامنة
8th edition

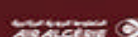


الجائزة الكبرى آسيا جبار للرواية

ASSIA DJEBAR NOVEL GRAND PRIZE

17 أكتوبر 2026
المركز الدولي للمؤتمرات - عبد الحفيظ وحوال






Les Enjeux Eco: 15/10/2026